6e Année, N° 97 - 1er Février 1930 — Prix : 2 francs

La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

SOMMAIRE :

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administration :
54, rue du Château-d'Eau, PARIS-Xe

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES, MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, (A. Richard, etc.)

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, U. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois........ 20 fr. Un an........ 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois........ 26 fr. Un an........ 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99).

PERMANENCE POUR LA REDACTION ET L'ADMINISTRATION :
Tous les après-midi, sauf le dimanche, de 14 à 19 heures

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

CONSERVEZ LA COLLECTION DE LA « REVOLUTION PROLETARIENNE »

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à tout militant révolutionnaire.
Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.
Nous avons un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928 et 1929.
Les numéros d'une année : 40 francs.
Reliés « Selflior » : 48 fr. 50 (franco 50 fr. 50).



Reliez vous-mêmes
"La Révolution Prolétarienne"
"LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique
est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.
Prix : 9 fr.

France .... 11 fr.
Etranger .... 14 fr.

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

LE CARNET DU SAUVAGE

Après le Congrès socialiste

Y a-t-il vraiment menace de scission dans le parti socialiste après son congrès des 25 et 26 janvier?

J'aurais sans hésitation répondu non. L'on sait pourtant que l'un de mes dadas c'est que l'unité communiste ne résistera pas longtemps une fois que l'unité socialiste se sera rompue, que Cachin aura vite fait alors d'aller rejoindre Paul Faure et Compère-Morel. L'unité socialiste ne m'apparaît donc pas tellement solide! Mais le moment de sa rupture ne me semblait pas encore venu.

Il m'est difficile cependant d'avoir plus de confiance que Léon Blum lui-même dans la solidité de l'unité socialiste. Son article du 28 janvier dans le Populaire *justifie assez mal son titre : « Notre unité plus forte que jamais ». Ce qui frappe précisément dans cet article, c'est la lassitude de Blum à poursuivre sa tâche de conciliateur entre les deux tendances. Il se demande si cette tâche n'est pas épuisée. Certes, il déclare qu'il ne le croit pas au fond de lui-même, mais c'est déjà beaucoup qu'il se le demande, et sur ce ton.*

Pourtant, la préoccupation des chefs des deux tendances est bien la même : arriver aux élections législatives de 1932 à former le groupe parlementaire le plus nombreux, à compter au moins dix députés de plus que les radicaux. De cette façon, la charge de former le nouveau cabinet reviendrait forcément au groupe socialiste. Un tel résultat ne peut être obtenu que si l'unité socialiste est maintenue.

Si elle est brisée, adieu cet espoir, adieu le plus grand espoir de faire, ou de tenter tout au moins, d'accord avec des cabinets socialistes anglais, allemand, tchécoslovaque, suédois, belge peut-être, une politique internationale socialiste.

C'est cet espoir qui maintient l'unité socialiste. Qu'il vienne à disparaître, et elle ne tiendra pas longtemps.

Mais pour certaines ambitions pressées, deux années d'attente, c'est long. Puis rien n'assure que les élections de 1932 donneront une victoire socialiste. Plus encore, rien ne certifie désormais que ces ambitieux recevront dans le cabinet socialiste futur le portefeuille dont ils rêvent. Le Congrès dernier vient de préciser que c'est le parti lui-même qui fixera la composition de ce cabinet socialiste.

C'est là sans doute ce qui fait prendre à la droite socialiste des petits airs de scission. Mais il est peu probable qu'elle y pense sérieusement. Elle n'y a aucun intérêt. Au contraire, les progrès qu'elle a enregistrés lui permettent d'en escompter de nouveaux. Les adversaires de toute participation ministérielle ne sont pas très nombreux. La plupart des antiparticipationnistes ne le sont point par principe mais seulement par opportunité, parce qu'ils ne veulent pas d'un cabinet qui n'aurait pas une majorité ferme pour le soutenir, et qui ne pourrait donc rien faire. Mais que la règle du jeu parlementaire permette, après les élections de 1932, la constitution d'un cabinet socialiste, et ils seront aussi participationnistes que Renaudel lui-même.

Au fond, c'est Renaudel, le grand vainqueur. Il est battu au nombre de voix, mais sa conception rallie la grosse majorité du parti socialiste. L'idée que les socialistes peuvent parfaitement exercer le pouvoir politique en plein régime capitaliste, affirmée par Déat, n'a été combattue par personne.

Les travaillistes anglais ont pris le pouvoir dans ces conditions, me dira-t-on. Evidemment, ils l'ont pris et pouvaient difficilement ne pas le prendre. Ils n'ont pas commencé à réaliser le socialisme; cela on ne le leur demandait pas. Mais ils devaient résoudre un certain nombre de graves problèmes, comme le chômage. Qu'ont-ils fait? Qu'ont-ils pu faire? Autant dire rien. Rien encore. Rien même en perspective. Cela ressemble singulièrement à une faillite.

Les partis socialistes n'arriveront-ils au pouvoir que pour y faire faillite? Il y a là quelque chose qui n'est pas pour nous étonner, mais qui est capable de faire réfléchir pas mal de socialistes, en particulier ceux qui rêvent pour leur parti autre chose que la succession du parti radical.

Scission d'hier et scission de demain

Une polémique qui ne manque pas d'intérêt s'est engagée entre G. d'Harnes — le meilleur ami de Dumoulin — et Chambelland, dans le Populaire *et le* Cri du Peuple. *Elle tourne même autour d'un point assez grave pour que je ne résiste pas à l'envie de dire mon mot.*

Le point grave, ce n'est pas la scission de 1921-1922 et la recherche de ceux qui en portent la responsabilité. Là-dessus, Dumoulin peut difficilement faire œuvre d'historien impartial. Il sait mieux que quiconque que ce n'est pas « l'abus du rôle des C. S. R. qui a créé la scission »; et que ce n'est pas davantage « le fait que l'opposition n'a pas remporté la victoire au Congrès de Lille, en 1921, comme elle en avait reçu l'ordre de Moscou ». Il l'écrit pourtant.

Mais qu'il recherche dans ses souvenirs, et il y retrouvera certainement ces paroles de Merrheim après la Conférence des Bourses et des Fédérations de Clermont-Ferrand en décembre 1918 : « Si j'ai retiré la motion des Métaux, c'est parce que j'ai craint que s'ils étaient battus les dirigeants de la C. G. T. ne fissent la scission. »

Les C. S. R. n'étaient pas nés; Moscou ne donnait pas d'ordres; pourtant il y avait déjà une minorité syndicaliste; elle était même puissante, mais plutôt que

de lui laisser la direction de la C. G. T., les dirigeants de celle-ci étaient déjà résolus en 1918 à faire la scission. Donc l'argument C. S. R. ne tient pas.

L'argument Moscou ne tient pas davantage. Je ne sais si d'autres recevaient des ordres, mais moi, qui passais pour en recevoir, je n'en ai jamais reçus. Supposait-on que je les prendrais mal? Je l'ignore, mais ce que je sais, c'est qu'à quelques semaines du Congrès de Lille je fis adopter et je rédigeai la résolution des C. S. R. protestant contre la décision du Congrès de l'I. S. R. relative à la liaison organique.

Tout cela c'est le passé, un passé trop proche pour qu'on en fausse l'histoire, sans que nous puissions aisément, à coups de faits et de textes, rétablir la vérité.

Le point grave de la discussion entre G. d'Harnes et Chambelland appartient au présent, aux préoccupations les plus immédiates et les plus sérieuses. G. d'Harnes prétend que la minorité de la C. G. T. U. ne peut plus vivre dans la C. G. T. U., qu'elle en est arrivée à un point où la vie en commun n'y est plus possible, qu'elle en sera exclue ou qu'elle sera obligée d'en partir.

Mais il ajoute : Même si cette minorité réussissait, ce qu'il ne croit pas, à redresser la C. G. T. U. et à la soustraire à la direction communiste, cette victoire, en renforçant la C. G. T. U., en lui donnant des effectifs, une action nouvelle, un programme, n'éloignerait-elle pas l'heure de la fusion entre les deux C. G. T.? Est-ce que le redressement de la C. G. T. U. aurait le résultat d'amener la vieille C. G. T. aux conceptions syndicalistes et à l'unité syndicale?

Dans les deux cas, la minorité de la C. G. T. U. n'a qu'une route à prendre : regagner la C. G. T., lui apporter des forces jeunes, lui infuser, suivant le mot d'un vieux militant de la C. G. T., un peu de sang rouge.

G. d'Harnes et d'autres avec lui disent à Chambelland et à la minorité de la C. G. T. U. : « Venez à la C. G. T. »

Il y a longtemps que Monmousseau leur a déjà dit : « Allez-y donc à la C. G. T.; c'est là qu'est votre place. Débarrassez-nous. »

Le confédéré que je suis, au risque de chiffonner Dumoulin et Monmousseau, se permet de dire le contraire à Chambelland et à la minorité de la C. G. T. U. : « N'écoutez pas plus les sirènes que les furies. On ne se ballade pas d'une organisation à l'autre. On lutte où l'on est. Cramponnez-vous à la C. G. T. U. Ne désespérez pas de la victoire. Ne luttez pas en vaincus. Vous êtes dans la bonne voie. C'est par le redressement de la C. G. T. U. et son renforcement numérique que vous obligerez les dirigeants de la C. G. T. à accepter cette fusion des deux Centrales qu'ils ne veulent pas, fusion qui seule peut donner la véritable unité syndicale. En procédant ainsi vous travaillerez mieux à ramener la vieille C. G. T. aux conceptions syndicalistes, vous aiderez plus sûrement les révolutionnaires qui sont à la C. G. T. qu'en désertant votre centrale et en devenant les prisonniers de l'autre. »

Il est fréquent d'entendre dire qu'il n'y a rien à faire avec les communistes, que l'unité syndicale qui les engloberait n'est pas désirable et qu'elle est impossible. Hélas! il y a une part de vérité là-dedans. C'est d'ailleurs un des brillants résultats obtenus par les communistes. Ils ont si bien travaillé que la subordination au gouvernement apparaît moins lourde à certains que la subordination au parti communiste. Je persiste à croire que la première est toujours la plus dangereuse. Mais je continue à penser qu'il est possible de libérer les syndicats de l'une et de l'autre.

Pourquoi désespérer des communistes eux-mêmes? Au fur et à mesure qu'ils acquièrent un peu d'expérience syndicale, ils échappent au fanatisme de leur parti ; les vagues successives d'hérétiques qui viennent défendre l'indépendance syndicale en sont une preuve tangible.

L'important, c'est que les diverses minorités ne tirent pas à hue et à dia, que l'une ne parte pas se reposer sous prétexte qu'elle tire depuis trop de temps déjà. C'est le moment de tirer toutes ensemble dans un même effort.

Mais Moscou ordonnera de chasser les minorités. Plus facile à dire qu'à faire. Plus facile à commencer qu'à terminer. Les premiers essais ont déjà créé un malaise, soulevé des colères qui annoncent une résistance salutaire. Si les dirigeants de la C. G. T. U. veulent la démolir complètement, ils n'ont qu'à suivre Jouhaux dans la voie des exclusions et de la scission.

Erreur, Trotsky, erreur !

Allons, bon! voilà Trotsky qui me tombe, plutôt qui me retombe sur le poil dans la « Lutte de classes » de Janvier. Les « fautes fondamentales du syndicalisme » seraient résumées en ma personne. Cet excès d'honneur me vaut un excès de coups. Je suis bien obligé d'en parer quelques-uns, puisque c'est défendre le syndicalisme.

J'aurais tort d'avoir la phobie du scissionnisme syndical ayant fait moi-même en Décembre 1914 le premier geste de scission par ma lettre de démission du Comité confédéral.

Quelle erreur! Ma décision d'alors était le seul moyen de protester avec un peu de force et d'attirer l'attention des militants syndicalistes sur les dangers de la route où s'engageait la C. G. T. Ma démission était si peu un geste de scission, j'étais si loin d'un tel état d'esprit que j'ai combattu toutes les velléités de scission qui se sont manifestées alors et après. C'est moi qui, du front, ai supplié Dumoulin de se rendre au Congrès minoritaire de Saint-Etienne du printemps de 1918 pour y barrer le courant scissionniste.

J'aurais la sale habitude de rester à l'écart, d'attendre, de critiquer et ainsi, quoique l'un des premiers amis de la Révolution d'Octobre, je ne serais pas entré tout de suite au parti. Ce serait là un signe de sectarisme chronique ayant des affinités étroites avec le proudhonisme.

Grands dieux! que n'ai-je été plus sectaire! Pour-

quoi suis-je entré au parti, alors que je n'admettais pas certains points de son programme. Pourquoi ai-je cru que dans le travail et la lutte tout s'arrangerait, s'accorderait, puisque nous n'avions qu'un même souci : l'émancipation ouvrière?

Je ne me suis pas tenu à l'écart, j'ai travaillé à la place où je croyais être utile et pas toujours à celle qui convenait à mes goûts, mais je n'ai pas voulu être un chef, un chef de parti, un chef de quoi que ce soit. C'est ce que mes amis russes n'ont jamais compris, Trotsky tout le premier. Avouez que c'est bien mon droit. Et je ne dis pas ça pour me défiler. Je sais même ce que c'est que de tenir le coup aux moments de danger alors que tous les chefs se défilent comme des lapins.

« J'entretenais avec Monatte, dit Trotsky, une correspondance dans laquelle j'insistais pour qu'il vînt à Moscou ? » Que je dise d'abord à Trotsky que s'il m'avait écrit je m'en souviendrais. Or, je ne m'en souviens pas du tout. M'a-t-il écrit et ses lettres ne me sont-elles pas parvenues? De mon côté, je ne crois pas lui avoir écrit deux lettres, mais une seule; cette fameuse lettre trouvée sur un journaliste américain tué en Allemagne. Je ne sais pas écrire aux grands hommes. Mais il est exact qu'à plusieurs reprises on m'a dit de sa part que je devais me dépêcher d'aller à Moscou.

Je suis en effet un de ces phénomènes qui, amis de la première heure de la Révolution d'Octobre, ne sont pourtant jamais allés en Russie. J'ai confessé pourquoi à bien des camarades; je peux bien le dire à Trotsky et publiquement.

D'abord je ne voulais pas y aller pour quinze jours mais pour six mois au moins. Un an, si vous voulez, me répondait-on. Je n'ai jamais trouvé le moyen de tailler six mois de répit dans mon existence de militant. Au moment où j'aurais pu les trouver, l'invitation n'était plus valable. J'ai regretté plus que personne de ne pouvoir aller au pays de la Révolution naissante.

Mais je ne me suis pas dépêché d'y aller pour un autre motif encore. Un jour de 1920 *ou* 1921, *Radek me faisait inviter en ces termes : « Qu'il vienne donc vite, Monatte, qu'on lui casse les reins à lui et à son syndicalisme. »*

C'était le moment où à Moscou on jouait au jeu de massacre avec les militants révolutionnaires non bolchéviks. Cela ne me coupa nullement l'envie d'aller à Moscou, mais je me promis de n'y aller que lorsque je serais bien sûr qu'on ne pourrait pas plus me casser les reins que les casser à mon syndicalisme.

Que je réponde sur un dernier point : Trotsky aurait fait la tentative d'expliquer aux lecteurs de la R. P. le caractère criminel du Comité anglo-russe, et je n'aurais pas voulu publier son article.

J'ai levé les bras en apprenant cela. Qu'est-ce que c'est que cette histoire? Les faits sont bien différents. Ayant demandé à l'un des camarades qui ont depuis quitté notre « noyau » de résumer par écrit ses conversations de Constantinople avec Trotsky afin que nous connaissions exactement sa pensée, au moins sur les grands sujets, je reçus un jour, assez longtemps après, quelques pages de notes sur le Comité anglo-russe, qui était évidemment le point central de notre désaccord. Je fis tout de suite la remarque que Trotsky n'avait pas l'air de se souvenir que le but fixé au Comité anglo-russe c'était l'unité syndicale internationale. Ma remarque lui fut soumise. Il me fit remettre un complément aux premières notes.

Allions-nous publier ces deux textes? Pourquoi pas. La R. P. est une coopérative intellectuelle qui ne pouvait que se réjouir de les publier. Nous n'avons pas peur de faire connaître la pensée de nos contradicteurs. Plus encore quand cette pensée est celle de Trotsky, car nous le respectons même dans ses erreurs. Nous les publierions donc en les accompagnant d'un article de Purcell ou de quelque autre militant anglais et d'un article donnant notre propre point de vue. Cela formerait une utile et intéressante discussion sur un événement important du mouvement international.

Un obstacle nous obligea à ajourner cette publication. Trotsky avait demandé l'autorisation d'aller en Angleterre. Etait-ce le moment de sortir ces notes, cet article sur le Comité anglo-russe attaquant avec violence les militants travaillistes anglais? Nous ne pouvions nous rendre responsables en quoi que ce fût d'une parcelle de responsabilité dans un refus de passeport.

Survint un deuxième obstacle qui nous fit renoncer à cette publication. Trotsky ayant intimé à Contre le Courant *l'interdiction de publier les articles qu'il lui avait envoyés, réservant, disait-il, sa collaboration à* la Vérité, *je pensai, nous pensâmes que nous n'étions plus libres de disposer de cet article de Trotsky et qu'il allait sans doute le publier dans* la Vérité.

Voilà comment nous avons refusé de publier un de ses articles. Trotsky se méprend sur la R. P., comme il se méprend sur le syndicalisme, comme il se méprend sur moi. Mais je ne désespère pas de le voir obligé de reconnaître un jour qu'en France le véritable communisme c'est le syndicalisme révolutionnaire.

P. MONATTE.

Parmi nos Lettres

Zigzag en Russie ou changement de direction ?

Des remarques aiguës sur le problème le plus important qui se pose actuellement en Russie.

Je ne pense pas qu'on puisse passer sous silence une modification aussi profonde dans la direction où va la Russie ; je ne crois pas que la modification de politique qui a accompagné le débarquement de Boukharine, Rykow, puisse être traitée comme un simple « zigzag ». Elle se traduit par des transformations profondes dans l'économie, donc elle est quelque chose de sérieux.

Il est incontestable que de 1927 *à* 1928, *l'U. R. S. S. retournait lentement mais sûrement vers le capitalisme. Je l'ai crié, je l'ai gueulé de toutes mes forces (et ai été d'ailleurs à peu près le seul à le faire) ; il est non moins sûr que la politique actuelle va dans une direction toute opposée.*

Il serait, non seulement, malhonnête, mais absurde de ne pas le proclamer. Car on nous dirait bientôt : « Où est-il votre capitalisme en U. R. S. S.? » et nous ne serions pas capables de le montrer.

Quant aux critiques que fait l'opposition officielle, elles sont lamentables de faiblesse: le plan quinquennal est trop grandiose! les domaines soviétiques ne représentent qu'une faible partie de l'agriculture, etc... Même si le plan quinquennal n'est pas entièrement réalisé, — et il n'est pas dit qu'il ne le sera pas, — il est incontestable que l'industrialisation de l'U.R.S.S. est actuellement formidablement poussée; il est non moins incontestable que les exploitations agricoles collectives se développent à grande allure, et représentent dès maintenant une proportion non négligeable de la culture russe. Il faut s'empresser de reconnaître tout cela, plutôt que de ne le reconnaître qu'en grognant, qu'en discutaillant et au fur et à mesure qu'on serait obligé de le reconnaître sous la pression des faits, — parce que c'est le seul moyen de renforcer la puissance de nos critiques sur les autres points, les points fondamentaux : liberté du prolétariat et égalité des salaires.

De 24 à 28, le danger le plus grand était le retour pur et simple au capitalisme, il fallait faire front sur ce point-là. Aujourd'hui que grâce en particulier à ce front (je pense, en disant cela, surtout à l'Opposition russe), ce danger n'existe plus, au moins pour le moment, il faut vigoureusement et clairement le dire, afin de pouvoir porter tout son effort là où le danger subsiste plus fort que jamais : l'installation à l'intérieur de cette économie collectivisée d'une classe de privilégiés.

⁂

A propos du budget de la Marine marchande Quelques réflexions de Courdavault en attendant de publier prochainement sa monographie sur l'ostréiculture :

Si nous voulions être agressifs envers le P. C. avec sa prétention d'être la « fraction dirigeante » du mouvement syndical, combien il serait aisé de montrer son ignorance à l'occasion du budget de la Marine marchande!

*Je n'ai pas lu l'*Officiel *et ne connais de l'intervention de Desoblin que ce qu'en dit l'*Huma. *Rien pour les ostréiculteurs. Rien au sujet de la Domanialité maritime dont les principes ont été érigés par Colbert et légiférés en 1852, de cette Domanialité dont on met les principes en jeu dans les hautes sphères capitalistes de la Marée.*

Au Congrès de Dieppe, lors de la Semaine du Poisson, l'été dernier, un vœu fut voté pendant que ces principes soient entièrement refondus. Plus de concessions aux marins, inscrits maritimes et ostréiculteurs (ou mytiliculteurs) par le système de compétition. Mais mise aux enchères publiques par grands espaces et adjudication au dernier enchérisseur, c'est-à-dire aux grosses sociétés, comme le fait se passe en Hollande.

Les requins du Syndicat Général de l'Ostréiculture trouvant des difficultés pour réaliser la concentration capitaliste dans cette industrie, avec le Concours de l'Office Scientifique des Pêches, ont lancé ce ballon d'essai pour voir la réaction qui se produirait.

Quelle belle occasion pour un parti révolutionnaire de démasquer ces tentatives et de les opposer aux professions de foi démocratiques et « d'intérêt général » de tous ces gaillards !

Mais non! La fameuse élite qui veut tout diriger ignore tout de la question, n'en soupçonne même pas l'existence et ce, au sommet. Mais à la base, c'est pareil.

Pour leur propagande, les militants du P. C. auraient une superbe plateforme d'agitation, des mots d'ordre aisés à formuler pour ébranler les masses. Egalement leur activité cent pour cent contre les « social-fascistes » trouverait un merveilleux débouché : les chefs socialistes locaux sont présidents des syndicats affiliés au Syndicat général de l'Ostréiculture.

Eh bien! non, l'avant-garde du prolétariat ne voit rien, ne comprend rien, ne se doute de rien.

Où conduisent-ils la C. G. T. U. ? Un bon camarade, généralement moins pessimiste, nous fait part de ses réflexions sur la C. G. T. U. et la C. G. T. Nous les publions, pensant que ce n'est pas en se bouchant les yeux qu'on évite un danger. La C. G. T. U. n'est pas irrémédiablement condamnée, mais il est temps que tous ceux qui lui sont attachés se dressent contre ses démolisseurs.

Plus je réfléchis à la situation syndicale et plus je crois que les orthodoxes réussiront à mettre les minoritaires hors de la C. G. T. U. Ils leur rendront la vie impossible.

Espérer que des majorités de congrès pourront empêcher cela, c'est se leurrer. Les communistes sauront fabriquer des majorités ou bien faire des scissions. Ils n'ont pas les scrupules de leurs adversaires et c'est ce qui fait leur force.

Je crois de plus en plus que la C. G. T. finira par rassembler tous les syndicalistes qui refusent de suivre Moscou. Celui-ci gardera une C.G.T.U. squelettique, existant surtout par ses « cadres » entretenus par les Russes et par la police et jouant le rôle d'épouvantail pour le plus grand profit du réformisme.

⁂

Est-ce le même Tissandier ? Un camarade nous demande de poser la question suivante à *l'Huma* :

*Je suis intrigué par le nouveau feuilleton de l'*Huma. *Connaissez-vous ce Tissandier, qui n'est pas, paraît-il, un écrivain? Ce roman à clef semble mettre en jeu un député socialiste du Lot.*

Ne pourriez-vous pas demander dans la R. P. si ce Tissandier est le même que celui qui était en 1923 au Sanatorium de Montfaucon? Le même aussi qui publia à Figeac, au moment des élections de 1924, un journal dont le nom m'échappe?

Si c'est le même Tissandier, il n'est pas douteux qu'il peut écrire le roman de la pourriture électorale; il est qualifié en fait de combines électorales, et de propreté tout court.

*A défaut de l'*Huma, *un camarade du Lot pourra peut-être nous renseigner.*

⁂

La vérité et l'intérêt de l'organisation Sancier, un bon camarade du Bijou, me fait un reproche que je ne crois pas mérité :

J'ai lu dans ton « Carnet du Sauvage » du 1er décembre je crois, quelque chose qui m'a fort surpris de ta part, au sujet de Salom.

Pourquoi, même si c'est vrai, dire des choses pareilles? Puisque les électriciens veulent le maintenir à la tête de leur organisation, on doit faire silence. Tu te figures que tu fais du tort à Salom au bénéfice de la minorité. Moi, je ne vois que du tort à l'organisation, car les personnalités sont bien peu de chose.

Non, Sancier, ce n'est pas faire du tort à l'organisation ni affaiblir le Syndicat des Producteurs d'Energie Electrique. Si nous vivions en temps normal, tu aurais peut-être raison. Mais cette période ne l'est pas. Sinon on n'aurait vu ce syndicat chasser les militants qui voulaient faire la lumière sur un vol survenu dans la caisse du syndicat. On n'aurait pas vu louanger un Salom qui avait, pour le moins, empêché la lumière de se faire. Quand un syndicat fait ça, c'est qu'il est rongé par quelque mal. L'en avertir, c'est lui rendre service. Quand un parti ramasse un Salom pour en faire un conseiller municipal de Paris, c'est rendre service aux ouvriers de ce parti que de leur dire qu'ils ne sont pas difficiles.

Et qui sait si en dénonçant le mal présent, on n'en évitera pas un plus grand? — P. M.

Encore une colonie..., l'Australie

Au " Pays du Socialisme " ... et des Cannibales

II

Les Cannibales



Il siérait maintenant que je parle des indigènes.

Je pourrais m'en tirer en disant: « Ce sont des sauvages, encore à l'âge de pierre, plus près de la bête que de l'homme, qui hantent les plaines désertes et les immenses forêts d'eucalyptus. Fossiles vivants, représentants de la période pré-glaciaire, c'est à peine s'ils savent parler et ne savent compter que jusqu'à cinq, à cause des cinq doigts de la main. Ils dévorent les blancs avec férocité. Ils attrapent les kangourous à la course et possèdent un morceau de bois magique, le boomerang, qui, sur un simple geste va frapper l'oiseau qu'on lui désigne et revient dans les mains du chasseur. Cependant, grâce aux efforts de nos héroïques missionnaires, on peut espérer que les derniers de ces pauvres païens auront bientôt rendu le dernier soupir dans la sainte foi de Notre Seigneur Jésus-Christ. »

Je réunirais ainsi, en quelques lignes, ce que disent bien des intellectuels laïques et les capelans de tout poil... Mais la *R. P.* attend quelque chose de plus sérieux.

Eh! bien, c'est très difficile. Je n'exagère guère en disant qu'il est aussi difficile de se faire une opinion sur les indigènes australiens en Australie même que ce le serait à Londres ou à Paris.

La première personne que j'aie interrogée était un savant australien, professeur à l'Université de Sydney.

— Oh! vous savez... euh!... ils marchent partout... ils sont un peu comme les Arabes... (Il voulait dire : ce sont des nomades)... Ils mangent... euh!... ce qu'ils trouvent... des racines... des lézards...

— Enfin, vous les avez tous tués?

— Oh! vous savez, ils sont très bas dans l'échelle... Et si je ne crois pas, moi, à son « échelle »!

J'avais plus de confiance en mon deuxième interviewé. Il s'agissait d'un fonctionnaire du parti, très gentil d'ailleurs et qui m'avait accueilli très cordialement. Cette cordialité prolétarienne retrouvée au delà des mers fait énormément de plaisir. C'est la patrie revue, l'assurance que la patrie sera partout...

— Avez-vous quelques renseignements sur les indigènes de ce pays?

— Oh! nous avons tant de choses à faire et pas d'argent!

Que fallait-il faire? Aller aux indigènes eux-mêmes?

Les seuls que je pouvais rencontrer étaient ceux de la réserve de Botany Bay, le Cayenne (1) australien. Mais ces cinquante hères, très fortement métissés, à l'air anglais caractérisé malgré leur teint brun, parqués sur quelques centaines de mètres de terrain sablonneux, vendaient aux touristes des boomerangs où était pyrogravée la carte de l'Australie!

J'aurai donc quelque excuse à être horriblement rasoir et livresque.

---

(1) « Nous tous, vrais patriotes, que ce soit bien [compris,
Quittâmes le pays, pour le bien du pays. »

disait le poète forçat Georges Barrington en débarquant sur la terre des convicts.

(True patriots all, for be it understood
we left our country, for our country's good.)

Aprés le massacre en prison les survivants !

Les indigènes qui ont disparu de l'Australie « utile », de l'Australie colonisée (c'est-à-dire le Sud-Est) y étaient nombreux autrefois.

Il y a de ce fait des dizaines de preuves. La plus forte n'est certainement pas celle tirée des noms géographiques, mais elle a sa valeur. Ainsi, la jolie rivière de Melbourne s'appelle, comme chacun sait, le Yarra. C'est un mot indigène, ça veut dire : « la chose qui marche ». (O Pascal! « Depuis 10.000 ans qu'il y a des hommes et qui pensent... »!)

Ces indigènes de la côte n'ont pas disparu par refoulement. (On comprendrait mal que des gens vivant de poissons et de fruits s'adaptent à la vie du désert.) Tout indique qu'ils ont été massacrés. La tradition australienne ou plutôt l'impression populaire est nette : les *blacks* ont été exterminés. Ça paraît tout naturel. Voyez d'ailleurs la carte postale que l'on vend couramment à Sydney et jusqu'aux abords de la malheureuse « réserve » de Botany Bay. Elle est sans ambages, n'est-ce pas? Mais n'est-elle pas tout de même moins écœurante que la « proclamation » du gouverneur Davey aux indigènes tasmaniens?

Le massacre commença dès les premières années. Evidemment, le conflit était inévitable. « Les hommes blancs ont chassé tous les kangourous et oppossums, alors les hommes noirs doivent avoir des bœufs », disaient les indigènes en attaquant les troupeaux. Il y eut alors de véritables battues d'extermination. « Le gouverneur Philippe permit la fusillade en masse des indigènes », dit la *Courte Histoire d'Australie* d'Ernest Scott, livre scolaire tout à fait innocent. « L'indigène fut traité par les colons avec guère plus de respect que les marsupiaux. Pratiquement on lui déniait le droit de vivre... « Tirer un noir » était une action banale. Il suffisait au hardi pionnier que le nègre ait été trouvé à proximité de ses troupeaux. Il le considérait comme une vermine, absolument comme le dingo (1). Ç'aurait été une grosse exagération d'appeler *meurtre* une chose aussi simple et sans importance. » Tels sont les aveux sans voile de J. Bowes, ancien presque-pape de l'église méthodiste du Queensland.

D'ailleurs l'extermination, directe ou indirecte, ne se limitait pas à la côte. Curr (2) nous parle d'une tribu du Queensland qui comptait 3.000 âmes lors de l'arrivée des blancs en 1845, et seulement 80 en 1870. La très importante tribu de l'Arunta au centre du continent a subi un peu plus tard la même dégression. Spencer et Gillen sont arrivés juste à temps pour pouvoir l'observer.

Le recensement de 1921 — comment a-t-il été fait? — proclame l'existence de 59.000 indigènes dont 10.000 dans l'Australie occidentale échapperaient encore à tout contact de civilisation (3). J'ai l'impression que ces chiffres sont très exagérés... Les survivants indigènes du continent australien ne doivent pas être finalement plus nombreux que les membres du parti communiste français.

Quelle est la condition de ces gens? Extrêmement basse. L'« *Aborigines Protection Act* » de l'Etat de New-South-Wales leur fixe un statut qui est à peu près celui des condamnés.

Ils sont sous la surveillance directe et constante d'un « bureau ». Ils sont parqués dans des « réserves » où ils ne peuvent posséder aucun bien immobilier. Ils ne peuvent quitter cette réserve pour un motif précis et y recevoir des visiteurs que sur une autorisation spéciale du bureau. Le bureau place de force leurs enfants en « apprentissage industriel » et dispose des salaires acquis comme il lui plaît. Le bureau enfin — sans doute pour les dédommager de la perte de leur liberté et du vol de leur territoire de chasse — leur distribue chaque année une couverture, avec des menaces de sanction pour le cas où ils viendraient à la perdre ou à la vendre. Toute personne blanche trouvée sans autorisation en compagnie d'un indigène, hors d'une réserve, est sévèrement condamnée.

Une Société de chasseurs

Mais ce que sont maintenant ces pauvres gens n'est que triste, alors que ce qu'ils étaient à l'état de nature est un sujet palpitant.

On a l'habitude de dire qu'ils étaient tout à fait « primitifs » et « restés à l'âge de pierre ». Cela ne veut pas dire grand'chose. En réalité, ils étaient *des gens vivant de la chasse* et ayant une organisation sociale, des réalisations industrielles et des représentations morales exactement adaptées à cette manière d'acquérir leur subsistance. (Citons seulement comme faits caractéristiques la grande liberté de l'individu, l'absence de propriété immobilière, la perfection des boomerangs et des tomahawks, l'art non retrouvé de domestiquer le dingo, les croyances totémiques et les cérémonies sociales dites magiques en découlant et ayant pour but la multiplication du gibier.)

La tribu. — Il est classique de dire que ces gens vivaient en « tribus ». Mais quand on regarde les choses, on ne trouve aucune base ni caractéristique sérieuses à la tribu et à moins d'indiquer la base biologique hypothétique et même invraisemblable de deux ancêtres mâle et femelle communs, on est conduit à conclure que la « tribu » est une invention européenne et qu'on appelle ainsi l'ensemble des gens vivant dans une même province, ou plutôt sur un même territoire de chasse.

Engels a écrit dans son livre sur *la Famille, l'Etat et la Propriété*, que la guerre avec les voisins est l'état normal de la tribu primitive. Il semble bien que ce soit faux pour l'Australie. D'abord les groupes humains sont de petits ilots séparés les uns des autres par de grands espaces de territoire vide. Et puis, pourquoi se battrait-on? Il ne peut y avoir de guerre de conquête que quand il y a *propriété*, c'est-à-dire *aliénation possible* du sol. Or, l'Australien n'est pas plus propriétaire du sol que nous ne pouvons l'être de notre foie, de nos reins ou de l'air qui est en nos poumons. Il y a entre le groupe australien et son territoire quelque chose de très particulier qui n'est absolument pas exprimé par notre mot de propriété (1). C'est une interpénétration. Le

---

(1) Sorte de chien sauvage spécial à l'Australie.

(2) In *The Australian Race*, dernier volume.

(3) Les *Instructions Nautiques*, parlant de je ne sais plus quelle portion du territoire du Nord, écrivent sans se troubler : « Le pays compte une trentaine d'habitants. Les indigènes y sont environ 17.000. »

Autre renseignement de cet ouvrage sérieux (il s'agit d'un atoll des Tuamotu) : « Quoique catholiques, les habitants sont dans un état voisin de la sauvagerie. »

---

(1) Le mot « canaque »,que les blancs ont pris comme désignant une race, pourrait en donner une idée. Ka nak pourrait se traduire par *homme*, mais signifie littéralement *animal-terre*, fils de la terre. Ils n'appelaient pas les blancs Ka nak parce qu'ils venaient de très loin, d'une autre terre, peut-être de quelque part où on ne savait même pas s'il y avait la terre. Et puis pour les indigènes, « *terre* » ce n'est pas n'importe quelle surface émergée, c'est la région où ils sont nés, qui les fait vivre, qui est eux-mêmes aussi bien qu'ils sont elle.

Même aujourd'hui, l'erreur sur le mot canaque se re-

groupe « tient » et « appartient » au sol comme le sol au groupe. Et même les deux choses n'en sont qu'une. Dans le Nord-Ouest du Queensland, « lorsqu'un indigène doit traverser à la nage un large cours d'eau et qu'il appréhende de le faire, il tient à peu près ce langage au génie de la rivière (le kanmore, ou serpent d'eau surnaturel (1)) : « *Ne me touche pas, j'appartiens à ce pays.* » Mais s'il doit traverser une rivière, même de son propre pays, avec un étranger, il est tout à fait possible qu'il soit engouffré (2). »

Voyez, l'indigène dit : « J'appartiens à ce pays », je suis une part de ce pays. Et l'expression anglaise est peut-être meilleure : « *I belang to that country* », je *prolonge* ce pays, je suis un ka nak.

Ainsi l'aliénation de la terre étant inconcevable, la guerre de conquête est impossible. Dirons-nous qu'elle se confond alors avec la guerre d'extermination et qu'on occupe un territoire après en avoir exterminé les habitants? Mais non, il n'y a pas d'« habitants » (*Les Instructions nautiques* ont raison!) et on n'« occupe » pas. Ces mots impliquent la séparation de l'homme et de la terre. Or, à un pays australien appartiennent non seulement les vivants, mais les morts qui y sont toujours présents. Et des hommes, dans un pays dont tous les hommes seraient morts, se trouveraient en aussi grand danger que cernés par des milliers de guerriers en armes.

Ainsi, « comme il n'y a pas d'accumulation de propriété personnelle (tout au moins de quelque importance), la guerre ne peut avoir dans ces tribus d'autre mobile que le désir de justice ou de vengeance. Mais dans tous les cas où il ne s'agit pas de meurtre, et même dans la très grosse majorité des cas de meurtre, la guerre sans règlement a été remplacée par des formes réglées tendant directement à éviter la perte, par rétorsion, de vies humaines. Ce n'est pas dépasser l'évidence que de dire que la paix, et non la guerre, est la condition normale des tribus australiennes (3). »

Mariage par groupes. — Un des faits les plus intéressants est la division de la communauté en groupes «exogamiques », ou plus exactement entremariés. S'il n'y a que deux groupes, les hommes du groupe A pourront prendre femmes dans le groupe B, mais absolument pas ailleurs. (Les choses se passent de même et sont simplement un peu plus compliquées s'il y a plus de deux groupes. Spencer en a observé jusqu'à huit.) Ces groupes exogamiques sont nommés *clans* quand la filiation est patriarcale, *hordes* quand c'est la mère qui prédomine. C'est d'ailleurs le cas général : « Quel que soit son sexe, l'enfant d'une mère Ootaroo est un Ootaroo. » (Roth.)

On comprend qu'avec ce système de mariage les termes servant à désigner la parenté sont sans concordance avec les nôtres. D'abord les mots mari, femme, père et quelquefois mère sont des pluriels. Les mots oncle et père sont les mêmes, frère et cousin aussi.

Les frères d'un homme sont automatiquement — tout au moins en puissance — les maris de ses femmes. C'est le « mariage par groupes » presque pur.

---

trouve sous la plume de bien des « savants ». Elle est grossière. Mais elle l'est moins que l'analogie relative au mot « kabyle », qui veut dire « fédéré ». Cf. mon article sur « Les siècles obscurs du Maghreb ». (*R. P.*, 1er juillet 1929.)

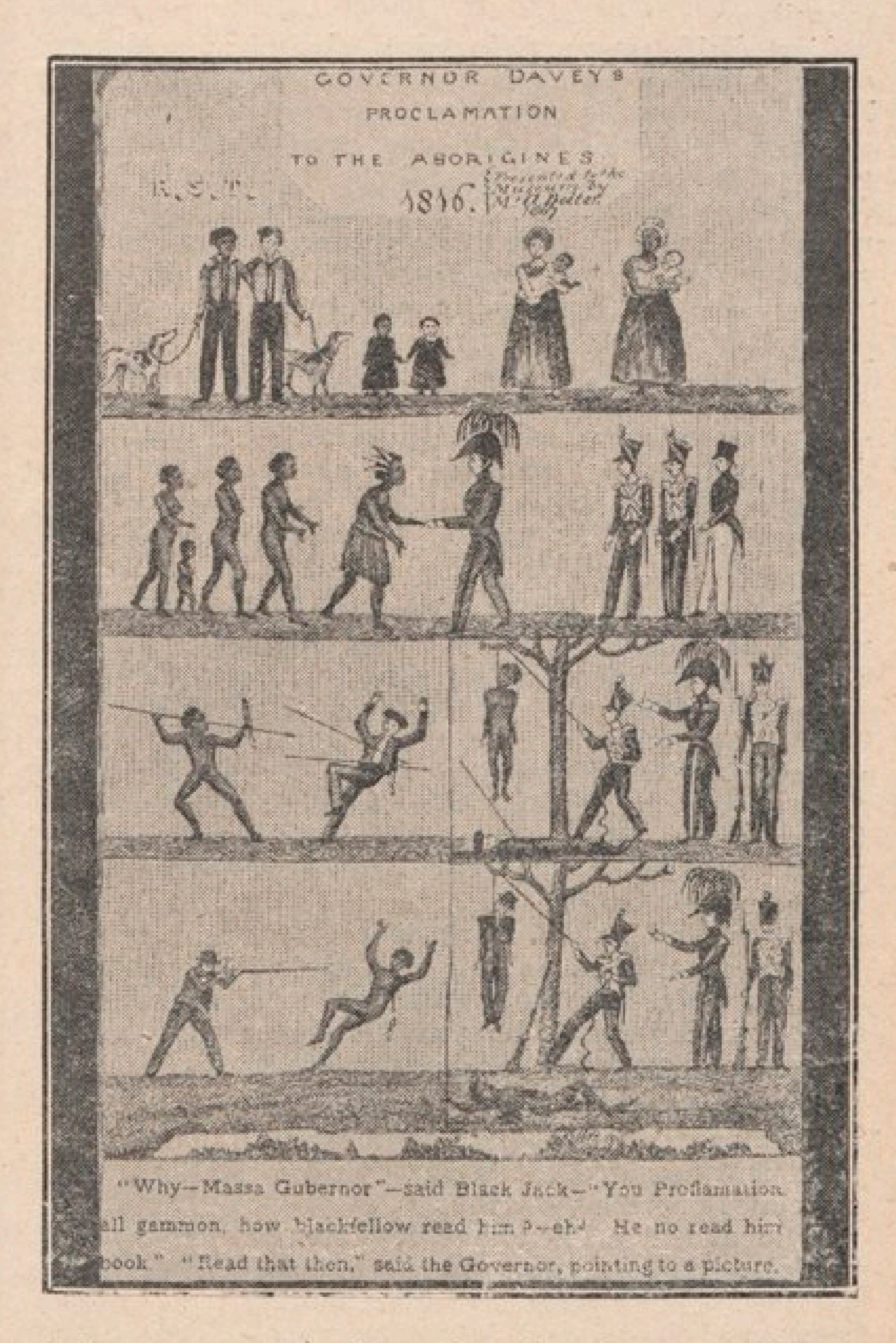
(1) Ceci n'est pas une invention de blanc?

(2) W. E. Roth : *Ethnological Studies*. Cité par Wheeler dans *The Tribe*.

(3) *The Tribe*, G. Wheeler, page 16.

Le mariage par groupes, comme vous le savez, est d'ailleurs loin d'être un phénomène particulier à l'Australie. Il y en a un vestige évident dans la loi de Moïse : « Si le frère de quelqu'un meurt et laisse sa femme sans enfant, son frère épousera la veuve et suscitera lignée à son frère. » (Marc XII-19). Et pour parler de choses observables de nos jours, dans les îles du Pacifique (Marquises par exemple), les mots d'époux et épouse sont toujours des pluriels. Et si les observateurs ne parlent pas de vestiges du groupe exogamique, c'est peut-être qu'ils n'ont pas pensé à les chercher.

PROCLAMATION DU GOUVERNEUR DAVEY AUX INDIGENES 1816



Soixante ans après la proclamation de ces sentiments de justice, le dernier des représentants de la race tasmanienne rendait le dernier soupir en captivité. Abîmes de fourberie de l'impérialisme

D'une manière générale, on peut penser avec Engels que le mariage par groupes est la règle des sociétés sans propriété.

Je dis bien la *règle*. On se figure souvent que lorsque le sauvage veut une femme l'absence de toute règle lui permet de se la procurer par « capture ». Eh bien, dans les sociétés australiennes, cette action est généralement punie de mort, surtout s'il s'agit d'une femme n'appartenant pas au groupe « convenable ».

Quel est le mobile qui a motivé l'apparition de ces

règles et l'existence de ces groupes? C'est très vraisemblablement le désir d'éviter les effets néfastes de l'inceste.

Gouvernement. — Comment se gouvernait la tribu? D'abord, nous l'avons vu, la tribu n'existe pas. Il y a des clans et quoi qu'en disent des observateurs superficiels il semble bien qu'il n'y ait pas de *chef*, que le clan se gouverne lui-même par le consentement, le *consensus*, de ses membres ou les avis des anciens. Il y a dans chaque « groupe totémique » un « *alateurja* », mais ses pouvoirs ne sont pas ceux d'un *chef* au sens où nous l'entendons. Spencer et Gillen sont très affirmatifs à ce sujet. Pour Curr (1) il « est simplement un membre du conseil des anciens et son autorité est fonction de ses qualités personnelles ».

C'est d'ailleurs un phénomène général : les blancs ont « inventé » les *chefs* presque partout. Ainsi aux Nouvelles-Hébrides, pour tout observateur consciencieux il est évident qu'il n'y a pas de *chef.* Les groupes se gouvernent eux-mêmes. Chez les Indiens d'Amérique la chose paraît probable aussi : les chefs n'avaient d'autorité que ce que pouvaient leur conférer leurs qualités personnelles. Et il serait bien intéressant d'avoir des renseignements précis sur les sociétés africaines! L'expression « roi nègre » est bien connue. Et il semble que là, tout au moins en certains endroits comme le Dahomey, la société en soit venue au gouvernement autoritaire. Ce passage de l'anarchie à l'autorité serait un beau sujet d'étude... N'y trouverait-on pas une relation avec l'apparition de la propriété personnelle du sol?

Propriété. — En tout cas, en Australie centrale, là où des observations sérieuses ont été faites, il n'existait pas de propriété du sol. Nous l'avons vu. En était-il de même dans le Sud-Est, dans l'Australie fertile? Il est difficile de le savoir. On lit qu'au début de l'occupation on avait amené en Angleterre un indigène « propriétaire » de l'Ile aux Chèvres, Goat Island, une île de la roche de Sydney qui se trouve aujourd'hui couverte de bâtiments administratifs et militaires. Qu'est-ce que cela veut dire? Que le régime économique variait avec le climat? Ou que les premiers blancs étaient des observateurs tout à fait médiocres? Je ne sais pas, mais je pencherais plutôt pour la deuxième hypothèse, car si la propriété avait existé sur la côte, ç'aurait été un phénomène assez grand pour laisser d'autres traces que celle-ci.

Commerce. — Une chose que les observateurs, hypnotisés par la psychologie et la magie (!) ont complètement négligée, est la question des relations commerciales entre les « tribus ».

Evidemment à l'intérieur des tribus, communautés parfaites, le commerce n'existait pas. Mais de tribu à tribu? « L'échange des marchandises, dit Marx, commence où finissent les communautés, aux points où elles entrent en contact avec d'autres communautés et des membres d'autres communautés. » Et effectivement, le commerce existait, Roth l'affirme, quoique en passant.

Les articles en étaient soit des produits naturels ne se trouvant qu'en une région, comme l'ocre rouge, soit des objets manufacturés, comme des armes ou des boucliers. Un *message stick* (2) du musée de Brisbane fait savoir que tel personnage (ou tel groupe) a beaucoup de boomerangs et est disposé à les céder.

Le commerce se faisait soit sur des « trade centres », marchés réguliers où se réunissaient les tribus à diverses époques de l'année, soit par colporteurs qui se rendaient parfois à très grande distance. Dans le nord-ouest du Queensland ces colporteurs voyageaient en tous sens.

Il y avait aussi des rapports entre les tribus pour des motifs qui n'étaient pas commerciaux. Par exemple lorsqu'une baleine venait à s'échouer sur la côte, les indigènes voisins étaient conviés à la bombance par des feux allumés sur les collines; ou bien ils se réunissaient pour « chasser, festoyer et s'amuser ».

Industrie. — Voilà encore une question étonnamment négligée par les auteurs bourgeois.

Qu'à cela ne tienne, me dis-je, les objets durs ça parle à travers les siècles et de soi-même. Il n'y a qu'à aller les voir.

Hélas! les premiers Australiens, dans leur rage d'iconoclastie et leur négrophobie destructive, n'ont presque rien respecté. Au muséum de Sydney il n'y a *pas même une salle entière* pour les souvenirs d'Australie, alors que la Nouvelle-Guinée, les îles Salomon, d'autres îles du Pacifique, ont rempli un bien plus grand espace de sculptures, de peintures et d'objets admirables. Et encore, parmi les objets exposés dans les vitrines australiennes, beaucoup sont de fabrication évidemment récente : lames de couteaux faites d'un verre de bouteille éclaté, hameçons attachés avec des cordelettes tressées en Angleterre, ustensiles avec des lames de fer-blanc qui étaient, il n'y a pas vingt ans, autour du corned-beef.

Et cependant voici une statue de paille : figure de moustique et corps humain; longue trompe et long pénis. Nos surréalistes ne la dédaigneraient pas! Voici un métacarpien de kangourou décoré en figure humaine, belle broche pour nos élégantes. Voici des ornements de bras et d'avant-bras en résine avec incrustation d'« yeux de crabe » (petites graines rouges) ou de dents de requin et de kangourou. Voici des armes : des boomerangs, des tomahawks, des boucliers de très beau bois et très joliment sculptés. Voici d'énormes troncs d'arbres, hauts de trois et quatre mètres, entièrement sculptés. Pourquoi n'y a-t-il pas là un tronc de ces eucalyptus que l'on voit encore vivants sur la Murray River? Ils portent sur le flanc de larges blessures ovalaires, montrant comment les « natives » découpaient dans l'écorce des pirogues d'une seule pièce. Voici des objets de pêche: hameçons de nacre, scie à dents de requin. Voici des liens; au musée de Brisbane la perfection de cette carderie indigène en cheveux humains, poils d'oppossum et fibres végétales est remarquable. Et

---

(1) Je donne cette référence sous réserve.

(2) Les *message sticks* sont des bambous ou pièces de bois gravées, que l'on confiait à un émissaire. Ils sont, soit de véritables messages, c'est-à-dire destinés à dire quelque chose de précis, soit simplement des signes de reconnaissance : des signatures ou plutôt des sceaux. Je n'ai donc pas besoin de dire que les Australiens, aussi bien que les Glozelais, connaissaient l'écriture. Quant à l'affirmation qu'ils ne savaient compter que jusqu'à cinq, est-il vraiment une assez pauvre cervelle pour l'avoir proférée sérieusement?... On l'a dit en tout cas des canaques de Nouvelle Calédonie. Or, tout se réduit au fait... que leur système de numération a pour base *cinq* au lieu de *dix* comme le nôtre. Mais ils sont tout à fait capables d'exprimer comme nous des dizaines et des centaines. Non, vraiment, il suffit d'observer un tout petit peu pour être frappé de la similitude de tous les hommes de toute la terre. Les petits « sauvages » des îles Wallis, dressés par les Pères, déclinent *rosa la rose.* Il faut jeter aux ordures l'idée de l'échelle des races humaines et de l'existence parmi les hommes vivants d'un intermédiaire entre *l'anthropopithèque* et *l'homo europoens.* Somatiquement et psychologiquement, tous les hommes vivants sont les mêmes, « Tout homme peut tout comprendre », a écrit Louzon, et j'irai beaucoup moins loin en disant que n'importe quel cannibale « pris au berceau », est capable de faire un membre de l'Institut.

voici des récipients à eau douce : l'eau est la grosse question de l'Australie! Les uns sont en peau de kangourou, les autres en feuilles de palmier tressées, les autres en écorce, les autres en gros coquillages ingénieusement percés, les autres simplement formés d'un crâne humain dont les orifices ont été obturés à la résine. Presque tous révèlent avec évidence un souci de décoration et d'élégance.

L'observation de ces objets utiles a fait écrire que l'art australien était purement décoratif et pas imitatif. Comment a-t-on pu dire cela? Qu'on le dise de l'orientalisme, je le veux bien, mais pas de l'art australien. Voici, par exemple, des dessins rupestres : hommes, femmes, baleine, kangourou. Voici des « *fire stricks* » ou bois à feu : en bois tendre une *tête* d'homme, un *tronc* et deux *jambes* très raides entre lesquelles on introduisait le bois d'un allumeur qui, par rotation, produisait de la sciure et du feu. Et voici, au musée de Brisbane, dans la vitrine du Queensland, deux masques humains, deux figures de bois d'un goût si sûr et d'une exécution si parfaite que je demande s'il n'y a pas erreur. Le gardien est très affirmatif (mais il n'en sait rien). L'une d'elles est admirable. Sous une tiare absolument égyptienne, une figure peinte de bandes étonnantes comme en Mélanésie. Ceci n'est sûrement pas de la plate imitation. C'est tout à fait ce que recherche l'art moderne (1) : la démarche de l'artiste prenant son point de départ dans la nature et lui ajoutant selon son propre réflexe, et pour sa joie, des figures nouvelles.

Soufflons notre forge !

Mais n'exagérons pas. Cette figure du musée de Brisbane est unique. D'une manière générale, l'art australien, quoique très intéressant et plaisant, est velléitaire et n'est pas comparable comme perfection et abondance à son frère des îles du Pacifique et surtout de la Nouvelle-Guinée.

Là nous sommes en pleine production mythologique. Des crocodiles sortant du corps des hommes, des accouplements monstrueux d'hommes et de poissons volants (ô Pasiphaé!) des bêtes à figure humaine et des hommes oiseaux. Mais la voilà cette inspiration grecque sur laquelle nous nous essoufflons depuis trente siècles, la voilà vivante à côté de nous!...

Je ne veux pas faire ma petite prière sur l'Acropole. Cependant si quelques-uns de nos camarades artistes qui ont si heureusement trouvé l'art nègre il y a quinze ans peuvent entendre mon conseil, qu'ils l'entendent : « Allez voir la Nouvelle Guinée, la Nouvelle Bretagne et la Nouvelle Irlande! »

Gauguin, pendant qu'il mourait de faim sur la terre pourrie de bourgeoisisme de Tahiti, qu'il était condamné en correctionnelle dans le désert des Marquises, et qu'il peignait ces toiles qui font de lui aujourd'hui un lieu commun d'admiration, eut un mot magnifique : « L'HOMME PRIMITIF SUPRÊME ! »

Oui, l'artiste doit être et *est* l'homme primitif suprême. Nous le sentons.

Mais qu'est-ce que ça veut dire?

Eh bien, je vais vous le faire comprendre tout de suite. Prenez un bateau, n'importe lequel, et allez-vous-en à travers le monde, n'importe dans quel sens. Une règle sans exception vous apparaîtra bien vite : *dans toutes les escales où existe une population indigène importante, vous êtes submergé de belles choses; dans toutes les autres, c'est la désolation des bistrots et des trams.*

A Tanger, Colombo, Zanzibar, les Fidji, Kairouan, c'est une succession de surprises ravissantes. A Melbourne, à Sydney, dans les ports d'Amérique, c'est la tristesse d'évaluer la hauteur des buildings et la longueur du chemin pour rentrer à l'hôtel.

Abondante production artistique dans les pays artisanaux, presque rien où sévit le capitalisme; telle est la règle. Car le bourgeois, l'« homme qui pense bassement », tire ses profits de l'exploitation des hommes et non seulement il les prive de leur légitime part de plus-value, mais il les plie à son ignare discipline et les empêche absolument de suivre leur intuition. Alors que la production artisanale est libre, joyeuse et *inventive*, l'industrielle se fait sous le signe de l'esclavage et de l'*imitation*. Tant que le patron est le plus fort, l'*art* est impossible. Et comme Oscar Wilde le faisait excellemment remarquer : s'il y a eu au commencement de ce siècle une véritable renaissance des Arts décoratifs d'intérieur, c'est dû à la *lutte directe* des ouvriers contre leurs patrons. Ils considéraient comme trop dégradant de continuer à faire les horribles choses du Second Empire.

Le capitaliste, non seulement exploite des milliers d'hommes, mais il substitue sa pauvre cervelle au génie inventif de ces milliers. Pour chacun de ses ouvriers il prive l'humanité entière de ce que cet homme aurait pu donner. Ce n'est pas le moindre de ses crimes. Et je comprends très bien les jeunes gens qui s'appelaient « surréalistes » venus à la Révolution (1) simplement pour avoir envisagé la société capitaliste du point de vue de ses possibilités artistiques.

L'homme primitif suprême, ce n'est pas seulement l'homme qui rompt avec les stupides tendances imitatives du XIXe siècle, c'est l'homme retourné par la suppression du capitalisme à l'état libre et joyeux de l'aborigène sauvage d'Australie, qui retrouve l'intarissable faisceau d'intuitions créatrices de la Grèce naissante et de la Nouvelle-Guinée, et les réalise jusqu'au bout grâce à une technique perfectionnée et aux siècles de culture qu'il a derrière lui.

C'est l'ouvrier qualifié d'après la Révolution.

C'est l'idéal que poursuit le prolétariat tout entier quand il lutte :

POUR TIRER L'ESPRIT DU CACHOT!

J. PÉRA.

(1) Ou ressuscité.

(1) Au moins théoriquement.

Pour la libération de Ghezzi

Le dernier crime commis par le gouvernement russe en condamnant sans jugement F. Ghezzi, l'ouvrier anarchiste italien, réfugié politique en Russie, cherchant à échapper au bagne mussolinien, a amené dans divers pays les militants du mouvement ouvrier, ainsi que les écrivains libres de toute attache, dont les noms suivent, à unir leurs efforts pour obtenir justice pour Ghezzi.

Jacques Mesnil, Luigi Fabri, Bertoni (Suisse), Panaït Istrati, Ugo Treni, Magdeleine Paz, N. Lazarevitch, N. Faucier, Pierre Monatte, J.-P. Finidori, Ernestan, Hem Day (Belgique), Bonnaud, I. Mette, Brand (Etats-Unis) demandent aux ouvriers de partout de poser le problème soulevé par le cas Ghezzi, en exigeant son jugement public ou sa mise en liberté immédiate.

Ce Comité commence sa campagne en lançant une brochure qui sera mise incessamment sous presse, exposant le passé de Ghezzi et décrivant son sort présent dans les prisons russes.

Pour que cette campagne continue, le Comité ne compte que sur la solidarité ouvrière morale et matérielle.

Envoyez votre suggestion aux adresses suivantes :

Pour la France : N. Faucier, Paris, chèque postal 1165-55. Rue des Prairies, 72, Paris (20e).

Ou bien directement au Comité : Ernest Tanrez, Boîte Postale, Bureau Place de la Chapelle, Bruxelles (Belgique).

NOTES ÉCONOMIQUES

Les deux aspects du progrès technique

Tout est affaire de classe, même ce qui, au premier abord, en semble le plus éloigné.

S'il est une notion qui semble indépendante des intérêts de classe, c'est bien celle de progrès technique. Qu'un nouveau mode de fabrication représente ou non un progrès technique, cela semble pouvoir se juger indépendamment de tout point de vue de classe, être vrai ou faux en soi.

Or, si l'on regarde d'un peu près, on s'aperçoit qu'il n'en est rien, que le progrès technique pour le capitaliste et le progrès technique pour le travailleur, sont deux choses différentes, que ce qui peut être un progrès technique du point de vue du capitaliste n'en est pas forcément un, du point de vue du travailleur.

La seule recherche du profit

La notion fondamentale du capitaliste, c'est le profit. Est donc pour lui un progrès toute invention, toute transformation technique qui est susceptible d'accroître son profit.

Or, le profit, ce n'est pas le bénéfice qu'on réalise sur un objet, c'est le bénéfice total qu'on réalise dans l'année. Le bénéfice que fait le capitaliste sur la vente d'un objet peut rester le même, son profit n'en augmentera pas moins, s'il peut, dans l'année, avec le même capital, augmenter le nombre d'objets vendus. Toute invention technique qui permet d'augmenter le nombre d'objets fabriqués, même si cette invention n'abaisse pas le prix de revient de l'objet, est donc considérée par le capitaliste comme un progrès.

Eclairons cela par un exemple. Voici un objet que jusqu'à présent on fabriquait à la main ; une machine est inventée qui permet de le fabriquer mécaniquement. Avec les deux procédés, le prix de revient, supposerons-nous, reste le même. Avec le travail à la main, le patron est par exemple obligé de payer 100 francs de salaires; avec la machine, l'ouvrier met moitié moins de temps, le patron n'a donc plus que 50 francs de salaires à donner, mais il a, en revanche, 50 francs à payer, par objet fabriqué, pour l'amortissement de la machine. Le prix de revient de l'objet produit mécaniquement est donc de 50 francs plus 50 francs, soit 100 francs, comme dans le cas du travail à la main. D'autre part, le prix de vente étant supposé ne pas changer, être de 110 francs par exemple, le bénéfice par objet sera dans les deux cas de 110 francs moins 100 francs, soit 10 francs. L'emploi de la machine ne l'augmentera donc pas.

Eh bien, malgré cela, le patron jugera qu'il a intérêt à faire faire le travail à la machine.

En effet, pour fabriquer un objet, le patron a, dans les deux cas, besoin du même capital, 100 fr., les 100 francs qu'il devra donner comme salaires dans le premier cas, les 100 francs qu'il devra donner comme salaires et amortissement du prix de la machine dans le second; ce capital de 100 francs ne pourra être récupéré qu'à la vente de l'objet, c'est-à-dire, au plus tôt quand l'objet sera fini, c'est-à-dire au bout de deux jours dans le cas du travail à la main, si nous supposons que la fabrication de l'objet à la main demande deux jours, et, au bout d'un jour, avec la fabrication à la machine qui demande moitié moins de temps. Ayant ainsi récupéré ses 100 francs, il pourra fabriquer avec eux un nouvel objet, et ainsi de suite. Mais, dans le premier cas, la fabrication demandant deux jours, le patron ne pourra, avec ses 100 francs de capital, que fabriquer 182 objets par an, tandis qu'en travaillant à la machine, il pourra en fabriquer 365, puisque le travail ne dure qu'un jour; et comme, sur chaque objet fabriqué, qu'il le soit à la main ou à la machine, le patron fait un bénéfice de 10 francs, son même capital de 100 francs ne lui rapportera dans l'année que 1.820 francs avec le travail à la main, tandis qu'il lui en rapportera le double, 3.650, avec le travail à la machine. Tout en ne diminuant pas le prix de revient de l'objet, la machine sera donc très avantageuse pour le capitaliste puisqu'elle augmente son profit annuel; elle représentera donc pour lui un progrès.

Bien plus, il se peut fort bien que la machine, non seulement n'abaisse pas le prix de revient, mais l'augmente. Elle n'en sera tout de même pas moins considérée comme un progrès par le capitaliste, si elle diminue suffisamment la durée de fabrication de l'objet, et par suite, la durée d'immobilisation du capital, pour que cette diminution compense, et au delà, par le plus grand nombre d'objets qu'elle permettra de fabriquer, la diminution du bénéfice réalisé sur chaque objet, du fait de l'augmentation du prix de revient, le prix de vente étant toujours supposé rester le même. Peut donc être considéré comme un progrès technique par le capitaliste un procédé de fabrication qui accroît même le prix de revient.

La diminution de l'effort

Or, il est bien évident qu'il n'en est pas de même pour le travailleur. Pour celui-ci, qui ne fait pas de profit, n'ayant pas de capital, la question de la durée d'immobilisation du capital ne saurait entrer en ligne de compte. Ce dont une humanité travailleuse, une humanité socialiste, a seulement besoin, c'est de produire le plus de biens possible, avec le moins de travail possible, le maximum de richesses avec le minimum de peine. La seule chose qui l'intéresse est donc la diminution du travail qui entre dans la fabrication de l'objet, qui y entre au total, c'est-à-dire la diminution de son prix de revient.

Dans le cas que nous avons indiqué tout à l'heure, il ne sera intéressant pour les travailleurs de substituer le travail à la machine au travail à la main que si le travail nécessité par la construction de la machine n'excède pas l'économie de travail que la machine permet de réaliser sur la fabrication proprement dite. Si la machine permet de fabriquer, avant d'être usée, 1.000 objets, il faudra qu'il n'y ait pas besoin, au total, de plus de 1.000 journées de travail pour la fabriquer, puisque, en réduisant de deux jours à un la durée de fabrication d'un objet, elle permet de gagner 1..000 journées de travail sur 1.000 objets, mais 1.000 seulement. Si, au contraire, elle demande plus de 1.000 journées de travail, son emploi ne sera pas avantageux pour les travailleurs; pour le capitaliste, au contraire, elle pourra, malgré cela, ainsi que nous l'avons vu, être avantageuse, si elle permet de faire rouler le capital un plus grand nombre de fois dans l'année.

Le caractère capitaliste du taylorisme

Ce que nous disons là à propos de la technique en général, s'applique aussi, bien entendu, à cette technique particulière qu'est l'organisation du travail. Il

y a une organisation « scientifique » du travail pour le capitaliste, et une organisation « scientifique », qui peut en être toute différente, pour le travailleur. Ainsi que nous l'avons déjà exposé plusieurs fois en détail, le taylorisme n'est une organisation « scientifique » du travail que pour le capitaliste, parce qu'elle est uniquement destinée à augmenter le profit du capitaliste, et non à diminuer la quantité de travail nécessaire à la fabrication. Entre deux modes de travail, le taylorisme choisit simplement celui qui permet d'aller le plus vite, c'est-à-dire d'immobiliser le moins longtemps possible le capital, alors qu'au contraire, pour le travailleur, la seule chose intéressante, c'est d'effectuer la fabrication, non dans le moindre temps, mais avec le moins de travail. Or, le travail dépensé dans une fabrication dépend non seulement du temps pendant lequel on a travaillé, mais de l'intensité avec laquelle on a travaillé. Un mode de travail qui permet d'effectuer une opération en une minute au lieu de deux sera toujours avantageux pour le capitaliste, et sera par suite proclamé par lui, le plus « scientifique », mais pour le travailleur, ainsi que pour la véritable science, si, pendant cette minute, le travailleur doit fournir un effort qui est plus du double de celui qu'il fournissait lorsqu'il faisait l'opération en deux minutes, le mode de travail en une minute est à rejeter, c'est le mode de travail en deux minutes qui est « scientifique ».

Gare à l'américanisation !

On voit donc qu'il n'y a pas de progrès en soi; le progrès, même le pur progrès technique, est fonction des classes. Ce que les classes dirigeantes entendent par Progrès, c'est simplement ce qui favorise leurs propres intérêts. Que les travailleurs ne se laissent pas prendre au piège; qu'ils n'aient point la crainte de passer pour des esprits « arriérés » en s'élevant contre ce que les bourgeois ont décrété être le Progrès; contre le progrès-profit, ils ont à défendre le progrès-travail, c'est-à-dire, en définitive, le véritable progrès, celui qui sera le progrès pour toute l'humanité, quand celle-ci sera devenue sans classes.

C'est là un point essentiel qu'il ne faut jamais perdre de vue. Malheureusement, s'il semble bien qu'on est en train de le perdre de vue en U.R.S.S., où l'on est pourtant présumé connaître le deuxième livre du *Capital*. L'appareil soviétique a l'air complètement et aveuglément acquis à l'américanisation; il semble qu'il n'y a qu'à copier la technique américaine, que ses procédés sont nécessairement les meilleurs pour les travailleurs puisqu'ils sont les meilleurs pour les capitalistes. C'est là une grossière erreur. Les Américains, plus que tous autres, parce que, plus que tous autres, dépourvus de tradition artisane, n'envisagent que l'accroissement de la vitesse et non la diminution du travail ; il faut avant tout réduire la durée d'immobilisation du capital, accroître au maximum sa rotation ? Qu'importe qu'un objet coûte plus cher, qu'importe le gaspillage de matière ou d'énergie, pourvu qu'en un même temps, on produise davantage ! Bien des méthodes que les industriels américains considèrent comme un progrès, parce qu'elles accroissent le profit capitaliste, peuvent donc être pour le travailleur non un progrès, mais une régression.

Pas plus, en fait de technique qu'en toute autre chose, le prolétariat ne peut simplement se coucher dans le lit du capital. Si la bureaucratie « économique » des Soviets l'ignore, les marxistes qu'il peut y avoir encore en Russie, feraient bien de le lui rappeler.

R. LOUZON.

A travers les Livres

I. Lapidus et K. Ostrovitianov. — PRECIS D'ECONOMIE POLITIQUE. — L'économie politique et la théorie de l'économie soviétique (Editions Sociales Internationales).

Comme tout ouvrage théorique, le précis de Lapidus et Ostrovitianov a un but pratique bien déterminé, celui de justifier la politique de Staline. Les auteurs font, avec une allure scientifique, l'étude comparée de l'économie capitaliste et de l'économie soviétique dans l'intention de laver Staline du reproche de mener l'U.R.S.S. au capitalisme.

Le régime soviétique n'est pas encore le socialisme, disent Lapidus et Ostrovitianov, c'est un régime de transition entre le capitalisme et le socialisme, qui comporte encore de nombreux éléments capitalistes, mais l'Etat soviétique, maître de l'industrie, des transports et d'une part importante du commerce, dispose de moyens si puissants à l'égard du marché qu'il peut, dans une mesure considérable, le soumettre à sa direction concertée sur un plan unique... Cette hégémonie de l'Etat détermine le développement de notre économie entière vers le socialisme intégral. »

Certes, même si l'on considère les éléments étatisés du régime soviétique, les similitudes avec le régime capitaliste sont nombreuses :

Dans les entreprises étatisées d'U.R.S.S., le salaire rappelle par de nombreux traits le salaire capitaliste. L'ouvrier est payé en argent pour le temps de travail ou pour le produit livré. Pour augmenter le rendement et l'intensité du travail, existent les normes de production et le travail aux pièces. Les ouvriers diversement qualifiés sont inégalement rétribués (1). Enfin l'ouvrier ne reçoit pas le produit intégral de son travail, mais seulement une partie de ce produit ; le surplus ou « produit supplémentaire » revient à l'Etat.

Les relations mutuelles des entreprises étatisées sont également imprégnées des formes capitalistes ; ces entreprises, qui doivent en principe se suffire à elles-mêmes, se font concurrence, ont un service de publicité, entretiennent des agents commerciaux, des commissionnaires et des intermédiaires (p. 181).

Les banques étatisées de l'U.R.S.S. accomplissent les mêmes opérations que les banques capitalistes (p. 229). Le taux de l'intérêt est d'ailleurs assez élevé, et les prêts aux entreprises étatisées portent aussi intérêt. Les paiements s'effectuent par l'intermédiaire de papier-monnaie ayant cours forcé : tchervonetz et bons de trésorerie (2).

Pour nos auteurs, toutes ces ressemblances ne sont que formelles. Les rapports de production, qui n'ont rien de commun avec les relations capitalistes, donnent aux éléments considérés des contenus essentiellement différents.

Faisant abstraction des différenciations de classes en U.R.S.S. Lapidus et Ostrovitianov posent en principe que l'Etat représente la classe ouvrière et paysanne considérée comme un tout. Dans ces conditions, le produit supplémentaire du travail de l'ouvrier qui tombe dans les caisses de l'Etat, n'est pas une plus-value extorquée à l'ouvrier, puisqu'il revient à la

(1) Le salaire plus élevé de l'ouvrier qualifié, est-il écrit page 109, s'explique, dans une certaine mesure, par son développement et par ses besoins culturels (!) plus élevés aussi.

(2) Le tchervonetz, bien que garanti par une réserve d'or et de valeurs étrangères, n'est pas échangeable contre de l'or. Les bons de trésorerie n'ont pas de couverture métallique.

classe ouvrière ; toutes les mesures prises par l'Etat le sont, par définition, dans l'intérêt de la classe ouvrière toute entière (que ce soit la suppression du monopole du commerce extérieur, les concessions, accordées aux capitalistes étrangers, l'augmentation ou la diminution des prix des produits agricoles ou industriels, la modification de la loi sur les loyers, la restriction apportée à l'interdiction d'employer des ouvriers salariés dans l'agriculture, etc.) et tout est pour le mieux dans le meilleur des régimes possibles.

La question fondamentale pour déterminer si le régime soviétique conduit, ou non, au socialisme est justement de connaître l'importance relative des diverses classes en U.R.S.S. et les modifications de leurs forces respectives. A côté de la classe ouvrière et de la classe paysanne, s'est développée une classe de fonctionnaires. Les inégalités de salaires dans l'industrie provoquent une différenciation parmi les ouvriers ; et une différenciation de classes se poursuit également à la campagne (1). Il est bien évident que ces différentes classes luttent entre elles et que toute mesure de l'Etat soviétique est prise sous la pression et en faveur de certaines classes. L'important est de savoir lesquelles.

De ces luttes de classes en U.R.S.S., qu'un marxiste ne saurait nier, et qui constituent le point principal, Lapidus et Ostrovitianov ne s'occupent pas. Ils reconnaissent que la déformation bureaucratique entraîne des abus, parlent en passant des inégalités de salaire dans l'industrie et de la différenciation des classes à la campagne. Ils avouent même (p. 406) que « tant qu'il y aura inégalité dans la répartition des moyens de consommation proportionnellement au travail fourni, le pouvoir devra défendre ce droit inégal. » Mais chaque fois qu'ils comparent une catégorie de l'économie capitaliste à la catégorie correspondante de l'économie soviétique, ils en reviennent à leur conception abstraite de l'Etat ouvrier.

Il faut, vraiment, que la marche de l'U.R.S.S. vers le capitalisme ait été d'une évidence difficilement camouflable, pour que deux économistes, sans aucun doute distingués, aient déployé toutes les ressources de leur subtilité, dans le but de montrer, avec des arguments si peu consistants, les différences qui séparent le régime des Soviets, du régime capitaliste. — L. B.

---

(1) Nous avons essayé de tirer de ce livre quelques précisions sur ce grave problème de la différenciation des classes à la campagne, qui est une des bases de l'action oppositionnelle. Le vague le plus remarquable règne à cet égard. Tout en affirmant que dans l'immense majorité des cas, l'économie paysanne en U. R. S. S. est dominée par le paysan moyen, L. et O. écrivent (p. 186) :

« Celle-ci (la paysannerie) est d'ailleurs loin de constituer un tout homogène. Elle se divise en paysans pauvres, moyens et riches. Le paysan pauvre, c'est le demi-prolétaire des campagnes, qui n'a pas de moyens de production et d'outillage en quantité suffisante pour son travail individuel ; le paysan riche — le koulak — est déjà un bourgeois, vivant de l'exploitation du travail des paysans pauvres et des journaliers agricoles ; le paysan moyen est un petit producteur, possédant ses instruments de production et vivant de son propre travail. »

(P. 267). « Ces divers facteurs entravent la différenciation sociale dans les campagnes soviétiques. Aussi les paysans de l'U. R. S. S. sont-ils, dans leur immense majorité, des paysans moyens. »

(P. 438). « On aurait tort d'en conclure que cette politique réussit dès maintenant à empêcher, dans les campagnes soviétiques, la différenciation sociale, et la formation d'éléments capitalistes. Ces processus ont indéniablement lieu. »

R. N. Coudenhove-Kalergi. — HEROS OU SAINT, trad. Beaufils, **Cahiers Internationaux**, édit. Rieder.

Cet ouvrage est comme le manifeste d'un mouvement de prétendue renaissance européenne qui partirait d'une transformation morale. D'où la question : héros ou saint ?

Le héros, c'est l'idéal de l'Europe, de l'Occident pays d'action. Le saint, c'est l'Oriental contemplatif, passif et rêveur mais créateur de mythes religieux et défenseur de ces anciennes valeurs morales qu'aujourd'hui menace le matérialisme cupide et barbare. Il faut, pour sauver l'Europe, l'Européen, restaurer sa morale et moraliser son économie et sa politique dans le sens d'un vague socialisme généreux héritier des anciennes vertus chevaleresques.

C'est là le point de départ assez peu consistant de cette propagande pan-européenne, l'amorce éthique de ces Etats-Unis d'Europe démolis ici-même par Louzon. Mais les analyses les plus pénétrantes et les formules les plus neuves resteront du domaine spéculatif si le problème économique et social n'est pas attaqué de front. Remercions l'auteur, dont le livre intelligent se lit avec plus d'agrément que de profit, de nous l'avoir inconsciemment montré. Son explication, par le climat, des deux types du héros et du saint, ses dissertations sur la psychologie de notre temps sont alertes et suggestives, mais pour nous la création de cette âme européenne appelée avec optimisme et qui doit épargner à l'Europe une révolution ne saurait qu'être postérieure à cette révolution sociale qui la forgera un jour dans la lutte et le travail. — *A. Richard.*

Fernand Corcos. — L'AMERIQUE... UN PARADIS ? (Edit. Montaigne).

Recueil d'articles du *Journal* et de l'*Œuvre*, ce livre est haché bien menu. C'est besogne de journaliste qui veut faire léger, varié, qui veut saupoudrer de critiques son tableau étonné, parfois admiratif. Du moins, s'il n'a pas la patience d'enchaîner et la volonté de conclure laisse-t-il, en passant, cette impression que l'Amérique n'est pas le paradis cher à certains de nos réformistes éblouis. A ce titre, il peut éveiller une saine curiosité et donner envie de lire les ouvrages plus approfondis de Philipp et de Siegfried. Il faudrait ne pas s'en tenir à dissiper en passant l'illusion d'un paradis, mais ouvrir toute grande la porte de l'enfer. — *A. R.*

PETITES NOUVELLES

— La *Revue Marxiste* interrompt sa publication. Dans une circulaire aux lecteurs, son secrétaire Albert Mesnil, explique ainsi le fait :

« A la suite d'une calomnie, mon camarade Morhange et moi nous avons été exclus du P. C. F. Nous suspendons pour le moment *La Revue Marxiste*. Afin de ne pas interrompre le mouvement culturel que la *Revue Marxiste* a inauguré en France, nous publions « La Collection Orange » (Etudes et Pamphlets). »

— Scott Nearing, l'écrivain révolutionnaire américain, particulièrement connu pour des études économiques, vient d'être exclu du P. C. américain.

Il avait démissionné de lui-même du Parti pour reprendre la liberté de publier un ouvrage sur les « rapports historiques et économiques entre les impérialismes de l'antiquité, de l'époque classique et de l'époque moderne ». Le parti a refusé sa démission et prononcé son exclusion.

NOUS AVONS REÇU :

Henri Hauser : *Travailleurs et marchands dans l'ancienne France*. Nouvelle édition, 25 fr. (Alcan).

Romain Rolland : *La Vie de Vivekananda et l'Evangile universel*. Deux vol., ensemble 24 fr. (Stock).

Wou Saofong : *Sun Yat-Sen. Sa vie et sa doctrine*. 25 fr. (Presses Universitaires).

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Ligue Syndicaliste et Comité pour l'indépendance

Je voudrais tranquilliser notre bon camarade Fulconis : la dissolution de la Ligue Syndicaliste, sa fusion dans le Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme n'a même pas été envisagée.

Il y a une raison essentielle. Le Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme ne groupe que des militants adhérents à la C.G.T. Unitaire. La Ligue, elle, groupe, avec des militants adhérents à la C.G.T.U., des militants adhérents à la vieille C.G.T. ainsi que des autonomes et des exclus. Son programme est aussi beaucoup plus large, puisque dès sa naissance la Ligue a indiqué qu'elle voulait travailler au redressement des deux C.G.T. et à la reconstitution de l'Unité syndicale en France.

Mais, d'autre part, la naissance et l'organisation d'une nouvelle minorité dans la C.G.T.U. posait devant les militants unitaires de la Ligue Syndicaliste le problème de l'action commune avec cette nouvelle minorité.

Rosmer nous reproche d'avoir voulu réaliser ce bloc de la minorité unitaire. Sans doute parce qu'il occupe dans la lutte contre la direction confédérale la position facile d'observateur. Sans doute aussi parce qu'il voudrait qu'il en fût des minorités syndicalistes ce qu'il en est des oppositions de parti : une dispersion des militants dans une demi-douzaine de groupes qui occupent leur temps à se tirer dans les jambes. Nous avons pensé, et les nécessités de la lutte nous ont montré qu'il fallait, au contraire, tendre à unir tous les militants syndicalistes partisans de l'autonomie syndicale et du redressement de la C.G.T.U. Les dirigeants de la C.G.T.U. souhaitaient ce bloc ? Ils le disaient, mais en réalité ils ne le souhaitaient pas. Ils en faisaient un épouvantail. Maintenant que l'épouvantail est brisé, le bloc les inquiète plus encore qu'ils ne le laissent paraître dans leurs écrits.

Comment avons-nous réalisé le bloc?

En donnant notre adhésion au Comité pour l'Indépendance. En collaborant au *Cri du Peuple*. En ratifiant, lors de l'assemblée du 15 janvier de la minorité parisienne, l'entrée de certains des nôtres, comme représentants de la minorité n° 1, dans la Commission Exécutive du Comité pour l'Indépendance.

Mais il est bien entendu — et cela fut précisé lors de l'assemblée du 15 janvier — que la Ligue syndicaliste subsiste et que nous en restons des membres actifs.

Ce qui est maintenant appelé à se transformer, c'est son activité. Tout en continuant d'examiner dans son sein les problèmes intéressant la C.G.T.U., il est sûr que nous accomplirons maintenant notre travail dans la C.G.T.U. surtout au sein du Comité pour l'Indépendance.

Je crois qu'il s'agit maintenant pour les militants confédérés membres de la Ligue Syndicaliste d'examiner les possibilités d'une action minoritaire dans la vieille C.G.T. et de donner ainsi, dans les faits, sa vraie figure à notre Ligue, qui doit se dresser avec la même vigueur contre le syndicalisme de gouvernement et contre le syndicalisme de parti.

Et c'est surtout sur ces possibilités d'action minoritaire dans la vieille C.G.T. que les amis de la R. P. devraient, à mon avis, poursuivre la discussion.

M. CHAMBELLAND.

P.-S. — Pour la rubrique de la Renaissance, je pense qu'il faut la maintenir, mais lui donner un contenu différent. Moins de petite guerre de tendance en ce qui concerne la C.G.T.U. Plus de petite guerre contre la C.G.T. Et surtout plus d'attention aux questions et aux événements « hors tendances ».

A propos de l'affaire Doron

Réponse à Glay

Je m'efforcerai de répondre au camarade Glay, sans le suivre sur le terrain personnel. Je me contenterai de préciser que je n'ai jamais eu l'intention diabolique de dissocier le bureau du S. N. (décidément, le monolithisme est à la mode!) Je n'ai pas divisé ses membres. Ils se sont opposés, les uns aux autres, nettement et franchement, bien avant la publication de mon article. Je pensais avoir le droit de le constater, et de chercher parmi eux des « autorités » favorables à ma thèse. Je n'ai pas pour cela ébranlé les colonnes du temple. Le S. N. étant tout de même assez solide, pour que ses dirigeants puissent être en désaccord, sans danger.

Mon article n'était qu'une réponse tardive à ceux du camarade Glay. Documenté par eux, un universitaire — qui n'est ni primaire, ni syndicaliste — a pu écrire dans le Populaire *que la maladresse des militants de la Loire était responsable de l'aboutissement de la procédure de révocation. C'était tout de même un peu raide, et le camarade Glay sait fort bien que de nombreux militants — qui ne lui sont pas particulièrement hostiles — ont été très émus par une campagne de presse dont les effets s'opposaient à une action syndicale régulière.*

Nous ne fuirons pas la discussion sur les conditions dans lesquelles nos camarades de la Loire ont repoussé la sanction contre Doron. Les conseillers départementaux de la Seine furent-ils plus habiles, en 1923? Cela se discute. Glay fut censuré, comme Doron vient d'être révoqué. Et l'ordre du jour d'incompétence cité par Glay contient un paragraphe fort dangereux, car il constitue un appel implicite au législateur pour la définition des droits civiques et politiques des instituteurs. Mais à quoi bon discuter des aspects juridiques de l'affaire Doron? Nous y reviendrons plus tard. Actuellement, il importe de suivre nos camarades de la Loire qui ont agi, tout simplement, contre le délit d'opinion, et protesté contre la comédie jouée par le Préfet, méprisant l'avis du Conseil départemental, qu'il a légalement sollicité.

Je n'ai pas voulu dire que Glay menait les instituteurs en bateau. Ce serait aussi offensant, d'ailleurs, pour les « menés » que pour le « meneur ». Si important que soit un militant comme Glay, je ne lui reconnais tout de même pas le pouvoir de disposer à son gré de toute une corporation. Mais j'ai voulu dire que l'on s'était embarqué sur le seul bâtiment de la collaboration, et à présent qu'il est bien désemparé, ses pilotes sont assez inquiets.

La méthode de la collaboration n'a pas été funeste aux intérêts de la corporation, nous assure Glay. Mais le recours, en toute circonstance grave, à l'autre méthode, celle de l'action directe, de la presssion massive du personnel sur les pouvoirs publics, n'aurait-il pas donné des résultats plus sûrs et plus solides?

Nous avons dit, au Congrès du S. N. de 1929, *que les mouvements des postiers et des instituteurs — si insuffisants qu'ils aient été — avaient obligé le gouvernement à accorder d'immédiates satisfactions aux fonctionnaires. Glay s'est opposé à nous, sur cette constatation. C'est là, sans nul doute, que le désaccord fut, est encore, le plus franc et le plus grave.*

Même si nous admettons, avec Glay, les résultats positifs de la collaboration, nous ne voulons pas nous en dissimuler les effets dangereux. Sa pratique incite les adhérents à se reposer entièrement sur les militants de tête, du soin de défendre leurs intérêts. En exceptant le dernier, on ne discutait ordinairement dans les Congrès du S. N., que des revendications à présenter — jamais des moyens d'action.

Et lorsqu'il devient nécessaire d'alerter et d'animer la masse, les dirigeants — qui n'ont pas pris la peine de l'éduquer — sont effrayés par sa passivité.

D'autre part, la collaboration explique — si elle ne les justifie pas — toutes les compromissions.

Pour garder le contact avec l'administration, on évite tout ce qui peut la heurter, on en vient même à désavouer, devant les chefs hiérarchiques, les militants trop indépendants et trop audacieux. Glay et Roussel savent bien à quel événement... départemental, je fais allusion.

D'ailleurs, je trouve dans le compte rendu de la dernière séance de la Commission permanente du Syndicat National une phrase, dont notre camarade Glay ne suspectera pas l'origine, et que je livre, sans commentaire, au jugement des lecteurs de la R. P.

« Glay n'a pas toujours été convoqué par la Fédération des Fonctionnaires, pour assister aux démarches de son Bureau — dont il est membre —. Il pense que la raison en est dans ce fait qu'il avait exprimé son intention de protester contre l'intervention de M. Tardieu dans les décisions de nos Comités Consultatifs. »

Quant à la lutte contre les trusts, Glay sait fort bien que nous n'avons pas été les derniers à la mener, ici et ailleurs. Mais pourquoi diable veut-il entraîner, en cette affaire, les instituteurs seuls? Qu'il se retourne donc du côté de la C.G.T.! Qu'il demande donc aux dirigeants de celle-ci de batailler, sur le terrain de classes, contre cette féodalité économique, qu'il a dénoncée avec une précision victorieuse et une énergie inlassable! Nos camarades des bureaux de la rue Lafayette en trouveront peut-être le loisir et la possibilité, lorsqu'ils auront fini de pâlir d'admiration sur les statistiques et les projets élaborés au Conseil National Economique, où ils siègent aux côtés des représentants authentiques de cette féodalité!

ROGER HAGNAUER.

Une nouvelle volte-face ?

Gegen den Strom, l'organe de l'Opposition communiste allemande, vient de consacrer plusieurs articles à une nouvelle volte-face que les Bolcheviks s'apprêteraient à accomplir.

Il s'agirait de lâcher l'ultra-gauchisme actuellement pratiqué et de reprendre tout ce qu'on a flanqué par dessus bord, front unique, etc.

Gegen den Strom cite des passages nombreux de discours de Manouilsky préconisant ce revirement.

Ça serait drôle!

Bidegaray a la nostalgie de l'Union sacrée

Parmi les alliés que les socialistes participationnistes ont trouvé dans la C. G. T., Bidegaray a été l'un des plus ardents.

Dans un article « L'opinion d'un humble », — Bidegaray ne nous fera pas croire qu'il se prend pour un humble, — article publié par la *Vie Socialiste* du 4 janvier, on peut admirer combien il met plus de confiance dans les pouvoirs publics que dans la force de l'organisation syndicale.

On y peut remarquer aussi que la participation ministérielle d'aujourd'hui n'est pour lui que la suite de l'union sacrée de guerre.

Loin de moi la pensée de nier la nécessité de la théorie ; elle était même indispensable dans la période héroïqque de diffusion de l'idéal socialiste et de son programme. Maintenant les travailleurs prétendent à des réalisations de plus en plus profondes, compatibles non seulement avec les nécessités de la vie mais avec le désir qu'ils ont d'accroître leur bien-être.

Ils veulent le respect des huit heures par la ratification des conventions de Washington, les congés payés, l'exercice du droit syndical par le contrôle ouvrier, l'application intégrale des assurances sociales, la nationalisation industrialisée des moyens de transport, des mines, des banques, des Compagnies d'assurances, et surtout la paix entre les peuples par le désarmement international.

Les antiparticipationnistes sont d'accord avec l'ensemble de ce programme et prêts à appuyer tout Gouvernement décidé à le réaliser. Les participationnistes, dont je suis, trouvent au contraire préférable de tenir les rênes du Gouvernement que d'en être les soutiens extérieurs.

Et, pour appuyer cette thèse, je me permets de rappeler les heures vécues pendant la période tragique de la guerre, au temps où Marcel Sembat, dont la mémoire restera inoubliable chez les travailleurs, était ministre des Travaux publics, et mon ami Léon Blum, chef de son cabinet.

Ah! mon cher Blum, je n'oublierai jamais, moi syndiqué depuis 1898, que c'est grâce au grand disparu que les cheminots ont eu la possibilité de faire de la propagande syndicale jusque dans la zone des opérations militaires, ce qui avait permis un recrutement inespéré de 352.000 cheminots syndiqués.

C'est grâce à vous deux que nous avons obtenu pour les vieux travailleurs du rail, la reprise de la liquidation des pensions suspendues par le décret de mobilisation, c'est grâce à vous deux que nous devons d'avoir sauvé notre cher Orphelinat d'Avernes et réglé avec succès des cas particuliers en évitant à de nombreux cheminots les rigueurs imméritées des Conseils de guerre.

Ces heureux résultats ont été obtenus parce que le Parti était dans le Gouvernement et je suis convaincu que s'il n'en avait été que l'animateur extérieur, les cheminots n'auraient pas enregistré la même somme d'avantages.

Ce n'est ni avec des formules ni avec des gestes inconsidérés qu'on prépare la révolution, ni surtout en éliminant les uns après les autres — sous le fallacieux prétexte d'assainir le mouvement — les militants qui lui sont dévoués.

Pour faire la révolution il faut DES HOMMES QUI SOIENT DES HOMMES, et derrière ceux-là beaucoup d'autres hommes, dont l'éducation doit se faire principalement dans les syndicats.

G. et L. BOUET.
(Ecole Emancipée, 27 octobre).

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

Samedi 11 janvier. — Explosion dans une mine de lignite de Saint-Maime-Dauphin (Basses-Alpes) ; six tués, une douzaine de blessés.

Dimanche 12. — Congrès des ateliers et dépôts de chemins de fer de la région parisienne.

— Au Congrès fédéral socialiste de la Seine, Bidegaray et Digat défendent la participation.

Mardi 14. — Le socialiste Bouisson est réélu président de la Chambre réactionnaire.

Mercredi 15. — *Allemagne*. — Cinq ouvriers sont tués par la police, au cours d'une manifestation de sans-travail à Chemnitz.

Jeudi 16. — Protestation aux ateliers du chemin de fer de la Garenne contre le système Bedaux.

Vendredi 17. — Appel de la Fédération unitaire des cheminots pour la préparation à la bataille.

— Meeting du Cartel unitaire des Services publics, interdit à la Bourse du Travail, se tient à la Grange-aux-Belles.

— La Chambre refuse la liberté à Duclos et à Marty.

Samedi 18. — La Cour criminelle de Tananarive condamne Planque à cinq ans et demi et Vittori à trois ans et demi de prison.

Lundi 20. — Cassiot, poursuivi pour espionnage, est acquitté.

— Le Tribunal de commerce prononce la nullité de la B. O. P.

Mardi 21. — Interpellation de Hymans sur la nomination de Weygand.

— 6.000 métallurgistes de l'Alsthom, à Belfort, cessent le travail.

Mercredi 24. — 4.000 grévistes au Matériel téléphonique à Boulogne.

Jeudi 23. — Loucheur déclare à la Chambre que les assurances sociales seront appliquées.

— Grève des tramways de Bordeaux.

Samedi 25. — Première journée du Congrès socialiste réuni au gymnase Jean-Jaurès.

Bismarck, Jules Ferry et la Tunisie

En même temps que le centenaire de l'Algérie, on s'apprête à fêter le cinquantenaire de la Tunisie. Les journaux débordent de souvenirs historiques. Félicitons le *Matin* d'avoir révélé, par l'article de Stéphane Lauzanne du 6 janvier, dont nous reproduisons l'essentiel, que ce fut Bismarck qui donna la Tunisie à la France, et d'avoir montré comment les grandes puissances se partagent les colonies.

La conquête de la Tunisie est le magnifique pendant de la conquête de l'Algérie : c'est aussi une des plus jolies victoires de la diplomatie de la troisième République et un des plus beaux coups d'échecs de ce grand homme d'Etat républicain qui s'appela Jules Ferry.

En fait, c'est dès 1878 — il y eut donc, l'an dernier, un demi-siècle — que la partie tunisienne se joua.

On raconte qu'un soir, durant le Congrès de Berlin, à une réception donnée par M. de Bismarck, les diplomates étaient fort intrigués par une longue conversation qui se tenait sur un sofa, entre le chancelier de fer et lord Salisbury. Les diplomates eussent été bien plus intrigués s'ils avaient entendu ce qui s'y disait :

— Pourquoi, demandait M. de Bismarck, ne prenez-vous pas l'Egypte? La France ne vous en voudratt pas longtemps. D'ailleurs, on pourrait lui donner une compensation, Tunisie ou Syrie... Et l'Europe serait délivrée d'une partie de cette question turque qui la met, chaque jour, à deux doigts d'une guerre nouvelle...

Lorsque l'entretien fut terminé, lord Salisbury se leva et, croisant dans les salons de la Wilhelmstrasse M. Waddington qui, avec M. de Saint-Vallier, représentait la France au Congrès, il lui répéta une partie de la conversation — la partie ayant trait à la Tunisie.

— Mais, fit M. Waddington, si l'Allemagne n'a aucune objection contre notre occupation éventuelle de la Tunisie, peut-être n'en est-il pas de même de l'Angleterre...

— En aucune façon, répliqua lord Salisbury.

Et il donna les motifs qui, selon lui, permettaient à la France d'agir comme bon lui semblerait en Tunisie sans que l'Angleterre en prît ombrage.

M. Waddington n'insista pas ; mais aussitôt le Congrès terminé, jugeant qu'un bon écrit vaut mieux qu'une bonne parole, il adressa au comte d'Harcourt, notre ambassadeur à Londres, une dépêche où était résumée toute sa conversation avec lord Salisbury avec prière de demander à celui-ci s'il reconnaissait l'exactitude des termes de cette conversation. Le 7 août 1878, lord Salisbury répondit par une dépêche à son ambassadeur dont j'ai en ma possession la copie de la main même de Jules Ferry :

« L'Angleterre, y disait le Premier anglais, n'a point en Tunisie d'intérêts particuliers qui puissent l'amener à voir avec défiance l'influence légitime et croissante de la France — influence qui résulte et de la présence de la France en Algérie avec de grandes forces militaires, et de l'œuvre de civilisation qu'elle accomplit sur le continent africain, à la grande admiration du gouvernement de Sa Majesté Britannique. La pression que le gouvernement français, dans une telle situation, exercera, quand il le voudra, sur le gouvernement tunisien, est donc non seulement naturelle mais inévitable. La chute même du gouvernement du bey, si elle devait arriver, ne changerait rien à l'attitude de l'Angleterre, qui n'a là ni intérêts, ni prétentions. »

C'était un blanc-seing donné à la France. Et M. Waddington, quand il eut cette pièce capitale entre les mains, n'avait pour ainsi dire qu'à mobiliser le corps expéditionnaire. Mais c'était un homme timoré et peu enclin aux décisions audacieuses : il laissa la dépêche de lord Salisbury dormir dans les archives du Quai-d'Orsay. C'est là que Jules Ferry la trouva, quelques mois plus tard, lorsqu'il prit lui-même le pouvoir. Avec son merveilleux instinct politique et son admirable hardiesse, il comprit sur-le-champ le parti qu'il pouvait en tirer. Il comprit surtout qu'il fallait agir vite et que là-bas, dans les plaines d'Egypte, la bise se levait, une bise qui menaçait d'emporter comme les grains de sable du désert les promesses et les serments de neutralité britannique.

— Vingt-quatre heures après que j'avais lu la dépêche de lord Salisbury, a raconté plus tard Jules Ferry, j'avais décidé que je ne quitterais pas le pouvoir sans que la Tunisie soit française.

⁂

Bloumkine a-t-il été assassiné ?

Les organes de l'Opposition communiste signalent la nouvelle donnée par le correspondant de Moscou d'un journal allemand et suivant laquelle Bloumkine aurait été fusillé par le Guépéou. Le silence de la presse communiste officielle doit-il être interprété comme un aveu?

Voici d'après le *Communiste* belge du 19 janvier, quelques renseignements sur Bloumkine :

Le 28 décembre dernier, le correspondant de la « Gazette de Cologne » télégraphiait que « le notoire Bloumkine, le meurtrier de Mirbach », « accusé d'entretenir des relations secrètes avec Trotsky » venait d'être arrêté par le Guépéou et *fusillé*.

Jusqu'à présent la presse soviétique garde un silence absolu sur cette affaire. Ni démenti, ni confirmation.

Qu'est-il arrivé? Le correspondant de la « Gazette de Cologne » a-t-il, sans aucun fondement, lancé la nouvelle de l'arrestation et de l'exécution de Bloumkine ? Tout au plus, dans le cas d'une telle affirmation, sur un fait aussi précis, pouvons-nous avancer l'hypothèse d'une erreur partielle.

Une chose est certaine, c'est que la nouvelle nous parvenant, même par la voie signalée plus haut, nous ne pouvons plus prendre de repos avant d'être exactement et entièrement fixés sur le sort de notre camarade Bloumkine.

Bloumkine est, en effet — beaucoup se le rappellent, sans doute — l'ancien socialiste révolutionnaire de gauche qui exécuta le fameux Mirbach.

Bloumkine, bien qu'ayant ardemment combattu les bolcheviks jusqu'en 1918, rallia bientôt le parti communiste. Depuis il dépensa sans compter ses forces au service de la Révolution d'Octobre. Il collabora étroitement avec Trotsky, dans l'ancien secrétariat de celui-ci. Dès le début, il fut de l'opposition. A l'encontre de la foule des autres oppositionnels qui occupaient des postes de confiance ou accomplissaient des missions de confiance, Bloumkine ne fut jamais, à notre connaissance, démis de ses fonctions.

D'après les renseignements que nous possédons, il n'y a, à ce fait, qu'une seule explication possible, c'est que Bloumkine ne pouvait, de l'avis formel de ses chefs Menjinsky et Trilesser, être remplacé à son travail.

Vu l'ardeur à la lutte de Bloumkine, il ne fait pas de doute que tout en accomplissant scrupuleusement la mission qui lui fut confiée, il ait tenu à prendre contact avec ses camarades de tendance. C'était son droit, c'était son devoir, et il n'y aura pas failli. Ces relations ont-elles suffi pour que Bloumkine, malgré l'utilité reconnue de ses services, soit l'objet de mesures particulières de la part de la G. P. U.? Voilà qui demande maintenant éclaircissement total !

⁂

Le Cartel du Bâtiment de Lyon répond aux communistes

Le Cartel du Bâtiment de Lyon qui avait à se défendre, ces années dernières contre l'équipe Boudoux est obligé aujourd'hui de le faire contre les communistes. L'*Humanité* a raconté les incidents qui se sont produits à sa façon, c'est-à-dire en les déformant. Voici les points principaux de la réponse faite par *l'Effort*, l'organe du Bâtiment lyonnais :

Ayant été mis dans l'obligation de faire face à ses paiements pour le tirage de son journal « Travail » et ses autres dettes, le Parti Communiste, profitant d'un incident de personnel à l'Imprimerie Intersyndicale, a tenté une diversion : « Coup de force des chefs autonomes, vendus au patronat et à Tardieu, contre le Parti Communiste, a-t-il dit. »

On ne saurait être plus cynique, si l'on considère les faits. Voici le bilan des dettes du Parti Communiste envers les vendus que nous sommes :

Pour « Travail », en chiffres ronds........ Fr.	45.000
Pour les élections municipales..................	8.000
Pour les clichés du journal.....................	1.000
Parti Communiste Saint-Fons.....................	650
Parti Communiste Vénissieux.....................	250
Parti Communiste Oullins........................	160
Secours Rouge, succursale du Parti Communiste	4.000
Total en chiffres ronds............ Fr.	59.060

C'est très éloquent pour le Parti Communiste, n'est-ce pas camarades? Mais depuis un an des affiches paraissaient sur les murs de la ville nous qualifiant de jaunes et de vendus au patronat, « Travail » aussi y allait de son couplet à chaque numéro. L'explication de tout cela, on la trouve dans le fait qu'il y a 18 mois, Revol fut débarqué de l'Union Régionale Unitaire et remplacé par Cellier, créature du Parti Communiste, pour faire la guerre aux autonomes. Il l'a faite ; il n'a même fait que ça. Mais... attendons la fin.

Sur les incidents eux-mêmes, le Cartel a répondu que les affirmations des communistes étaient un mensonge de la plus belle eau :

En ce qui concerne les coups de revolver tirés devant l'imprimerie, nous sommes à même de faire la preuve qu'ils furent tirés par un unitaire, de même qu'il y a impossibilité de nier que la bagarre de l'Unitaire fut provoquée par les menuisiers unitaires. D'autre part, l'Imprimerie Intersyndicale aurait renvoyé un ouvrier parce qu'adhérent à la C. G. T. U. Mais n'étaient-ils pas tous adhérents au Syndicat Unitaire ? C'était, paraît-il, injuste. Qu'on consulte donc les ouvriers qui se sont refusés à faire grève pour lui.

Nous sommes des fusilleurs, mais Quetaud fut assailli par 40 communistes armés. Nous avons voulu nous faire payer, nous avons eu tort... C'est un coup de force, écrit « Travail ».

ENTRE NOUS

VERS LES 1.500 ABONNÉS

— Eh bien, camarades, c'est tout ce que vous dites, de notre budget de 1929 et de nos projets pour 1930?

Nous n'avons reçu que très peu de remarques, aussi bien sur la rédaction que sur l'administration. Seulement trois ou quatre amis nous ont demandé la liste des abonnés de leur département, afin de savoir qui avait lâché, et de connaître les nouveaux.

Nos camarades du Finistère n'ont pas voulu tolérer plus longtemps la baisse de deux abonnés qu'indiquait notre tableau comparatif : le Finistère avait, en 1929, baissé de deux abonnés; depuis le 1er janvier, nous avons inscrit quatre abonnés nouveaux pour ce département qui passe à 41 abonnés contre 39 en décembre 1928, et qui doit rapidement atteindre les 50.

Vingt-cinq abonnements nouveaux du 11 au 23 janvier, cela représente une meilleure cadence de rentrée : deux abonnements nouveaux par jour. Mais ce n'est pas encore la cadence souhaitée, ce n'est pas encore le rythme des 70 abonnements nouveaux par mois.

DES LISTES DE POSSIBLES

La plupart des abonnements nouveaux de cette quinzaine proviennent de nos listes de « possibles » de décembre.

Rappelons à tous nos amis qu'il nous faudrait de 300 à 350 adresses d'abonnés possibles par mois : *nous obtenons généralement une proportion de 20 % d'abonnés; par ce seul moyen, nous devrions donc arriver aux 70 abonnements nouveaux.*

Nous avons peu d'adresses de possibles pour nos numéros de février : il est encore temps de nous expédier des listes, nous pouvons assurer les envois jusqu'au 10 février. Vous connaissez sûrement des militants susceptibles de s'intéresser à la Révolution Prolétarienne. *N'hésitez pas à nous les signaler. Envoyez-nous leur adresse sur l'heure.*

LA SUGGESTION D'UN ABONNÉ DE SOUTIEN

La souscription s'est ralentie, cette quinzaine.

A ce propos, nous avons reçu une suggestion d'un abonné de soutien, qui nous écrit : « Vous devriez inscrire les versements des abonnés de soutien dans les souscriptions de la quinzaine. Cela stimulerait les camarades. »

Aux abonnés de soutien eux-mêmes de nous dire si cette suggestion doit être retenue.

En même temps, nous leur demandons de ne pas attendre mars ou avril pour nous expédier le montant de leur abonnement pour 1930.

RENOUVELEZ ! RENOUVELEZ !

Les camarades dont l'abonnement a pris fin en décembre *et qui n'auront pas renouvelé avant le 10 février se verront présenter une quittance par la poste autour du 15. Ils réserveront certainement bon accueil au facteur.*

Ceux dont l'abonnement a pris fin en janvier, *et qui ont été avisés par lettre après le numéro du 15, n'attendront pas la fin du présent mois pour renouveler.*

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 3; *Seine,* 1; *Seine-et-Oise,* 1; *Alpes-Maritimes,* 2; *Ardèche,* 1; *Côtes-du-Nord,* 1; *Finistère,* 3; *Gironde,* 1; *Hérault,* 1; *Isère,* 1; *Jura,* 1; *Manche,* 2; *Moselle,* 1; *Nord,* 1; *Bas-Rhin,* 1; *Rhône,* 1; *Haute-Saône,* 1; *Haute-Savoie,* 2. — *Total :* 25 abonnements nouveaux.

LES SOUSCRIPTIONS DE LA QUINZAINE

Rosuel (Finistère), 11; *Buer (Rhône),* 5; *Mader (Oise),* 2; *Kéraudy (Seine),* 5; *Lagrange (Seine-et-Oise),* 5; *Jouveshomme (Paris),* 10; *Flauss (Paris),* 10; *Ménard (Paris),* 9,50; *Mme Baudin (Saône-et-Loire),* 19 ; *Suard (Haute-Savoie),* 10; *Ed. Berth (Seine),* 110; *G. Naudin (Paris),* 10. — Total : 206 fr. 50.

Le Gérant : M. CHAMBELLAND.
Impr. LABOR, 8, Bd de Vaugirard, Paris-XVe
